

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
CONDITION JURIDIQUE
des
Sociétés commerciales étrangères
en Roumanie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-dessus sera soutenu
le jeudi, 10 juin 1909, à 2 heures.*

PAR

P. DRAGOMIRESCO

AVOCAT A BUCAREST

Président : M. THALLER.

Professeurs { M. LYON-CAEN.
M. RENAULT.

PARIS
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CH. NOBLET
13, RUE CUJAS, 13

1909

DE LA
CONDITION JURIDIQUE
DES
Sociétés commerciales étrangères
EN ROUMANIE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS. -- FACULTÉ DE DROIT

DE LA
CONDITION JURIDIQUE
des
Sociétés commerciales étrangères
en Roumanie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-dessus sera soutenu
le jeudi, 10 juin 1909, à 2 heures.*

PAR

P. DRAGOMIRESCO

AVOCAT A BUCAREST



Président : M. THALLER.

Professeurs { *M. LYON-CAEN.*
M. RENAULT.

PARIS
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CH. NOBLET
13, RUE CUJAS, 13

1909

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Le développement qu'a pris dans les derniers temps les sociétés et spécialement les sociétés anonymes est considérable.

Les énergies individuelles ont senti la nécessité de se grouper pour augmenter leur pouvoir de sorte qu'elles franchissent les obstacles devant lesquels les forces humaines étaient impuissantes.

Le progrès de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, réclame l'effort collectif, le groupement des capitaux, qui est en effet le but immédiat d'une société.

Les sociétés ne sont pas exposées aux dangers que l'homme seul ne peut pas éviter; leur sort, et nous pensons aux sociétés anonymes, n'est pas lié à celui de ses membres. La force des sociétés se ressent dans toutes les branches de l'activité; elle collabore à la création des richesses, à leur développement, à leur répartition.

Les sociétés agrandissent leur champ d'action grâce aux moyens dont elles disposent; elles ne se bornent pas de rester dans les limites de leur territoire, mais cherchent à trouver un emploi plus avantageux de leurs fonds dans les pays où les ressources du peuple sont faibles, où les économies ne sont pas considérables pour réaliser les transformations économiques que le progrès impose et même pour exploiter les richesses de son propre sol.

Et combien nécessaires sont les capitaux à un pays qui s'éveille à la vie économique; combien de fois les circonstances nous ont-elles démontré les besoins qu'ils avaient de sortir de leur pays, où une stagnation complète régnait dans les affaires, pour chercher un emploi ailleurs.

La richesse du sol et du sous-sol, l'amour et la perspective du gain dans toute sorte d'opérations sont tant de faits qui séduisent les capitaux et les font s'éloigner de leur pays d'origine.

Pour éviter un cortège d'ennuis que l'homme peut rencontrer par son expatriement dans le pays où l'espoir du gain l'appelle, la société lui portera ses capitaux, leur donnera une force productive et contribuera à la création de nouvelles richesses.

Grâce aux sociétés s'opérera l'échange des capitaux d'un point du globe à un autre; et ce sont

elles qui rétabliront l'équilibre entre les pays pauvres en capitaux et ceux où ces derniers abondent. Le pays qui exporte ses capitaux aperçoit avec le développement de sa prospérité, son influence et son prestige, aperçoit avec l'introduction de ses capitaux celle de sa législation.

Or le pouvoir économique ne conduit-il au pouvoir politique?

C'est bien cela l'une des causes qui a déterminé le législateur roumain de barrer les sociétés étrangères; car il ne voyait dans leurs capitaux qu'un seul but, celui de drainer la richesse nationale, oubliant pourtant que l'utilisation de cet argent pouvait améliorer la situation, diminuer la misère, augmenter la production et le bien-être.

Cet échange de capitaux, non seulement par placement en fonds d'État, mais aussi par placement en valeurs industrielles, crée des liens entre les pays; il établit pour ainsi dire, une solidarité d'intérêt. Les nations progressant s'enrichissent les unes les autres et inversement, les troubles économiques ou financiers qui se produisent dans un État ne sont pas sans avoir de répercussion au dehors, dans les pays qui leur ont envoyé des capitaux ou qui ont établi sur leur sol des entreprises industrielles.

Cette solidarité d'intérêt doit amener avec une

surveillance réciproque une entente toujours croissante entre les peuples.

Nombreuses et variées peuvent être les combinaisons auxquelles se prêtent les capitaux qui viennent pour aider le progrès économique dans un pays; en se dirigeant de l'Allemagne et de France vers la Roumanie, c'est en Allemagne et en France que l'œuvre est conçue; c'est là que la société se constitue, c'est là qu'elle établit son siège social avec tous les pouvoirs directeurs. Là, tout est étranger sauf le lieu d'exploitation.

Souvent la société naîtra sur le sol même où elle doit concentrer ses opérations; il sera fait appel à l'appui financier d'un pays étranger, les capitaux viendront du dehors, mais les capitaux seuls.

Cette entreprise aura un caractère national par l'initiative qui l'a suscitée, par l'exploitation qu'elle entreprend, par la direction qu'elle subit.

Voilà donc des situations assez claires, mais il y en a d'autres où des difficultés pourront nous embarrasser. Il y a des pays qui facilitent, qui encouragent l'esprit d'entreprise; combien de sociétés ne voudront se placer sous ce régime généreux? Mais de quel droit en réclamer le bénéfice? Quelles attaches une société doit-elle avoir avec un pays pour pouvoir profiter de ses lois? Suffit-il d'y rédiger l'acte constitutif, les statuts sociaux? Faut-

il encore y établir le siège social? et quelles conditions devra-t-elle remplir? Une société peut-elle légitimement se constituer d'après la loi allemande lorsque ce sont des Roumains qui président à sa formation, lorsque les capitaux viennent de Roumanie et que l'exploitation doit se poursuivre non pas en Allemagne mais dans quelque autre pays? Ce sont des difficultés qui peuvent être soulevées par les sociétés qui opèrent en Roumanie.

Quelles sont donc les sociétés qui sur notre territoire peuvent invoquer une nationalité autre que la nationalité roumaine. La société s'est constituée à l'étranger, est-ce une raison suffisante pour être régie par la loi étrangère?

Les statuts y établissent le siège social mais où résident vraiment les pouvoirs des directeurs de la société. Quelle est l'influence de cette extranéité quand l'exploitation tout entière se déroule en Roumanie? Tant des problèmes à résoudre.

L'objet de notre travail portera sur les conditions auxquelles une société étrangère sera soumise pour pouvoir faire en Roumanie des opérations relatives à son objet d'entreprise : c'est-à-dire son régime légal d'exploitation.

Nous dirons quelques mots sur les impôts qui frappent les valeurs étrangères tels que les lois fiscales les édictent.

En général ce que nous allons traiter sera : Le régime légal d'exploitation des sociétés étrangères, c'est-à-dire l'étude des conditions qu'elles doivent remplir pour avoir le droit d'ester en justice et de faire des opérations hors de leurs pays d'origine.

Voici en quelques mots le plan par nous à suivre :

Dans la première partie nous parlerons de la nationalité des sociétés commerciales.

CHAPITRE I^{er}. — Intérêt pratique de la distinction des sociétés roumaines et des sociétés étrangères.

CHAPITRE II. — La solution de la question d'après le droit roumain.

SECTION I. — Description des principes généraux.

SECTION II. — L'énumération des divers systèmes proposés.

§ 1. Détermination de la nationalité des sociétés d'après le lieu de l'acte constitutif.

§ 2. Détermination de la nationalité des sociétés d'après le lieu du principal établissement d'exploitation.

§ 3. Détermination de la nationalité des sociétés d'après le lieu du siège social et administratif.

§ 4. Détermination de la nationalité des sociétés d'après la nationalité des associés.

§ 5. De la nationalité des sociétés d'après la loi roumaine.

L'objet de la deuxième partie de notre étude sera :

CHAPITRE I^{er}. — Des recherches à l'égard de notre sujet dans les diverses législations de la Roumanie des xvii^e et xviii^e siècles : c'est à dire avant le premier code de commerce de 1840.

CHAPITRE II. — La condition juridique des sociétés étrangères en Roumanie sous le régime du code de commerce de 1840.

CHAPITRE III. — La condition juridique des sociétés étrangères d'après le Code de commerce roumain promulgué le 10 mai 1887

CHAPITRE IV. — Les modifications apportées par la loi du 6 avril 1900 aux dispositions du Code de commerce de 1887 à propos des sociétés étrangères.

CHAPITRE V. — Régime fiscal auquel sont soumises les sociétés étrangères en Roumanie.

CHAPITRE VI. — *Conclusion*. — Vices de la législation actuelle sur les sociétés étrangères. — Réformes qu'on doit y apporter.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA NATIONALITÉ DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES

La nationalité des sociétés est la question qui présente une importance capitale et d'autant plus que nous savons qu'elles suivent dans leur fonctionnement leur statut personnel.

Déjà depuis longtemps, la doctrine représentée par les auteurs les plus avisés tâtonne dans l'obscurité pour trouver le véritable criterium qui puisse mettre d'accord tout le monde juridique sur ce problème si compliqué.

La jurisprudence se laissant inspirer plutôt par des considérations de fait variables, que par des principes juridiques, hésite et reste toujours mobile. Il est entendu qu'en affirmant ceci, nous visons les pays les plus avancés dans le domaine du droit et nullement la Roumanie, où à cause de ces lois le susdit problème ne se posait presque pas.

Nous ne la rencontrons que dans les derniers temps et très rarement.

CHAPITRE I^{er}

INTÉRÊT PRATIQUE DE LA DISTINCTION DES SOCIÉTÉS ROUMAINES ET DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES.

L'intérêt de savoir si une société est nationale ou étrangère est assez grand, quoique le contrat de société ne diffère pas beaucoup dans son essence des autres contrats ordinaires, en ce qui concerne le fond, la forme et les preuves.

Dans l'un comme dans les autres la volonté des parties joue toujours le même rôle prépondérant de loi; mais la rédaction des statuts peut être différemment inspirée, certaines clauses pourraient être conformes aux dispositions de la loi d'un pays et ne pas l'être à celles de l'autre pays, question alors de savoir à quelle loi il faut se référer pour résoudre la difficulté?

De plus, eu égard aux intérêts considérables que met en jeu la mise en commun des moyens individuels dont ils disposent, les législations des pays civilisés imposent aux associés certaines prescriptions essentielles ayant pour objet de réglementer

les rapports que les contractants se proposent de créer pour le fait même de leur association.

Il est donc indispensable de savoir quelle loi déterminera ces rapports, fixera les conditions de validité de la société, présidera à son fonctionnement.

En France une jurisprudence décide : que les administrations ne rendent point la société responsable des actes accomplis par eux en dehors de leurs attributions statutaires; que les liquidateurs d'une société anonyme peuvent, en vertu du mandat général qui leur est confié, exiger des actionnaires les versements supplémentaires non encore effectués sur leurs actions; tandis que, en Roumanie : si la société est étrangère, elle est rendue responsable des obligations contractées par ses administrateurs, et même dans le cas où ces derniers contracteraient des obligations au delà de leurs pouvoirs.

Or c'est par là que l'on connaîtra les règles applicables à ses statuts.

Certes, il est important de rechercher le criterium qui nous donnera la possibilité d'écarter, en notre matière, le conflit de législation.

Il ne faudrait pas que les tribunaux roumains adoptassent l'établissement principal d'exploitation comme signe de la nationalité, pendant que

les tribunaux français ou autres admettraient le siège social, car il pourrait alors arriver qu'une société serait proclamée étrangère à Bucarest, en raison de son établissement qui serait à Paris; et de même étrangère dans cette dernière ville, parce qu'elle aurait à Bucarest son siège social.

On comprend alors facilement que la confiance du public ne serait point acquise, que les contradictions ne seraient considérées que comme des simples railleries et par conséquent le sort de la société désastreux.

Un autre intérêt qui présente aussi beaucoup d'importance est le fait de savoir « si la société est étrangère ou romaine en tant qu'il s'agit d'ester en justice ».

Lorsque la société est étrangère et reconnue par le gouvernement de notre pays, elle a une existence juridique et pourra ester en justice comme demanderesse ou comme défenderesse.

Si par contre elle n'est pas reconnue, elle est considérée comme inexistante, et par conséquent incapable d'ester en justice mais seulement comme demanderesse.

Pour les sociétés nationales, il n'y a pas de discussion, elles peuvent poursuivre ou être poursuivies en justice.

CHAPITRE II

SOLUTION DE LA QUESTION D'APRÈS LE DROIT ROUMAIN

Section I. — *Principes généraux*

Après avoir remarqué quelques intérêts que les dispositions du Code nous ont permis à l'égard de notre sujet, il ne nous reste plus à présent, qu'à montrer la solution consacrée par le droit roumain.

En tant qu'êtres civilisés, nous avons des droits, nous avons des obligations ; pour exercer tous ces droits et pour exécuter toutes ces obligations, inhérentes à notre existence, nous devons nous mettre à l'abri sous la protection d'un Etat.

Le rapport, grâce auquel nous nous appuyons sur cette force concentrée de l'État n'est autre chose que la nationalité.

S'agit-il d'un individu ou d'un être fictif, les marques révélatrices sont tout à fait différentes. Pour le premier, le droit de patrie dans la filia-

tion, dans le lieu de naissance ; pour le dernier la loi qui lui a fait voir le jour, qui l'a fait vivre, lui confère en même temps la nationalité.

« Toute personne juridique, écrit M. Pasquale Fiore, acquiert une existence légale au moyen d'un acte de fondation approuvé par l'autorité suprême ; et c'est à cet acte qu'il convient d'avoir égard pour décider si la personne juridique est nationale ou étrangère.

« Si la personnalité juridique a été attribuée à un établissement par l'autorité suprême nationale, cet établissement doit être considéré comme nationale ; si au contraire il a été fondé par l'autorité suprême étrangère, et s'il exerce ensuite dans notre État les droits qui dérivent de la personnalité juridique à lui attribuée par l'autorité étrangère, il sera considéré comme étranger (1) »

Dans toutes les législations modernes et à peu près dans tous les pays le rigoureux principe de l'autorisation gouvernementale est de plus en plus relâché, sauf dans le pays roumain et quelques

(1) Pasquale Fiore, *Droit internat. privé*, trad. franç. de P. Pradier-Fodéré, p. 638. *Sic.* Même auteur. *Le droit intern. privé*, 2^e édit., trad. franç. de Ch. Antoine, t. I, n° 303 ; P. Pic., *Journal Clunet*, 1892, p. 578. (De la faillite et de la liquidat. judic. des soc. commerciales en droit internat. privé.)

autres où il n'est pas délaissé et conserve toute sa force, car conformément à l'article exprès (244) du Code de commerce les sociétés par actions même légalement constituées en pays étranger, ne pourront s'établir un siège secondaire ou une représentation en Roumanie sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement.

Par conséquent la loi établit un certain nombre de dispositions auxquelles les sociétés doivent se soumettre pour avoir la vie juridique pour être légalement constituées. En présence de cette situation faite aux sociétés de commerce, de finance et d'industrie, on est très souvent embarrassé pour reconnaître à quel Etat telle société doit sa personnalité civile, en d'autres termes, pour lui attribuer une patrie.

Les circonstances conduisent à substituer à l'idée de patrie celle de domicile pour les personnes morales d'intérêt privé. « Pour une société privée, dit M. Thaller (1), la nationalité se ramène forcément à une détermination du domicile et les deux thèmes n'en font qu'un.

Tant qu'on ne se pénètre pas de cette proposition préliminaire, on manque de tout moyen sûr de conduire la discussion ».

(1) Annales de dr. comm., 1890, 2^e partie, doctrine p. 258.

Nous ne pouvons nullement — comme nous le démontrerons plus loin — conférer à une société par actions la nationalité de ses membres, car un tas de difficultés surgiraient. Si ces membres appartiennent à des nations diverses, faudra-t-il faire intervenir le principe de la majorité ; et quelle influence lui en attribuer ? Comment procédera-t-on pour calculer cette majorité ? Serait-elle évaluée d'après le chiffre d'actions, ou bien seulement d'après le nombre d'actionnaires ?

Voilà donc des difficultés auxquelles ce système pourra se heurter.

Dans la recherche de notre criterium nous devons nous attacher à un autre élément que l'idée de patrie : « au domicile », car il est le siège légal d'une personne. Ce siège légal se trouve situé au lieu où l'on a son principal établissement, au lieu « dont on a fait le centre de ses affections, de ses affaires, de ses habitudes, de son existence sociale (1) ».

(1) Demolombe, Cours de Code civil, t. I, n^{os} 344 et suiv.
— *Sic.* Merlin, répertoire VIII, v. domicile.

Section II. — *L'énumération des divers systèmes proposés.* § 1. — *Détermination de la nationalité des sociétés d'après le lieu de l'acte constitutif.*

Dans un article public (1) un auteur analyse la question de savoir : si une société qui s'est constituée en France et s'est conformée en tout à la loi de 1867 ne doit pas avoir la nationalité française, alors même que son principal établissement serait à l'étranger ; il estime qu'on ne saurait longtemps hésiter, puisque les fondateurs, en s'adressant à la loi ci-dessus, manifestent le désir d'attribuer à la société la nationalité du pays.

Cette solution se concilie d'après lui, avec la pensée du législateur français, qui considère que les lois qu'il fait sont les meilleures, et que c'est plutôt avantage qu'inconvénient que d'avoir la qualité de Français.

Il profite assurément du silence de la loi commerciale, mais il oublie de se demander si les principes généraux du droit appliqués à cette matière, justifient la solution ; cette considération capitale est laissée à l'écart, fier d'avoir trouvé un point d'appui dans la réminiscence de la maxime que

(1) Journal de droit international privé de 1888, pp. 652 suiv.

tout ce qui n'est pas défendu par la loi en termes exprès, est permis.

Nous estimons que toute cette argumentation sentimentale ne tient pas debout, en présence des principes de droit.

« Quel inconvénient pourrait-on y voir ? Le législateur français ne peut pas plus regretter de voir ses nationaux transporter avec eux leurs lois nationales, qu'il ne regretterait de voir le législateur étranger lui emprunter les règles qu'il a édictées. Il y a dans ce fait une propagande en faveur des idées et des formes françaises que la France doit encourager.

L'ordre public, tel que l'entend la souveraineté française, n'est pas offensé ; au contraire parce qu'une société se soumet aux mesures rigoureuses, mais tutélaires que le législateur national a édictées dans le suprême intérêt de la morale et de l'honnêteté publique.

C'est un hommage à notre loi qu'il convient de favoriser. L'intérêt national trouve son profit à ce que les entreprises commerciales et industrielles exploitées à l'étranger par des nationaux ou des étrangers choisissent les règles françaises comme base de leurs conventions. L'élection de la loi française constituera toujours à ceux qui l'ont adoptée un titre à la bienveillance des juges français ».

Ce ne sont, nous le répétons, que des simples affirmations qui ne pourront détruire une loi dans le cas où elle s'y prêterait.

Enfin l'exemple de la Compagnie du Canal de Suez, qu'il prend comme constituée en France suivant ses lois, lui permet d'affirmer qu'on n'a jamais mis en doute sa nationalité française, bien qu'elle déclare dans ses statuts être Égyptienne.

Voilà donc, dit-on, un solennel hommage rendu à l'importance du lieu où ont été élaborés les statuts de cette société.

Si l'on regarde attentivement la manière sous laquelle il voit les choses, on se rend immédiatement compte qu'il veut introduire à son appui une règle de droit international privé, d'après laquelle pour l'interprétation d'une convention, on doit se rapporter à la *lex loci contractus* (1).

Si le pays de la conclusion du contrat pouvait avoir quelque importance, ce serait au point de vue de formes de l'acte de société, en vertu de la règle « *locus regit actum* ». Que vient donc faire l'autre adage dans la question qui nous préoccupe?

On s'aperçoit facilement qu'il a été introduit,

(1) Argument invoqué par M. Droz au Congrès de Paris, v. Compte rendu sténographique du Congrès internat. de sociétés par actions, p. 224.

afin de rendre possible dans un pays la rédaction d'un acte, qui devait produire ses effets dans un autre; la nécessité est sa seule raison d'être.

Or, est-il nécessaire pour les fondateurs d'une société de rédiger les statuts dans un autre lieu que celui où ils ont l'intention d'établir le siège social? Ne serait-ce plutôt l'indice d'arrière-pensées frauduleuses?

C'est pourquoi nous estimons que l'acte constitutif doit être passé même là où sera le siège social. Reconnaître la prépondérance au lieu de l'acte constitutif, c'est encourager les fondateurs de se rendre à l'étranger dans le but d'éluder les prescriptions de leurs lois nationales. La réglementation, par exemple, des sociétés par actions n'est pas la même dans tous les pays; ainsi en France le régime de la loi de 1867 est assez sévère : il n'y a pas de formation de société sans versement du capital; tandis qu'en Angleterre, la législation est très libérale; une société peut y être constituée sans que le moindre versement ait été fait sur les actions : règle il est vrai à laquelle une loi de 1900 a apporté des correctifs.

Que peut-il résulter de cet état de choses? Incontestablement que ceux qui veulent fonder une société, ont tout intérêt à être régis par la loi anglaise plutôt que par la loi française. En procé-

dant de la sorte, ils commettent, certainement une fraude et la jurisprudence (1) a eu soin de refuser de considérer comme étrangères des sociétés qui s'étaient constituées en pays étranger dans le but unique de se soustraire aux exigences de la loi du pays où devait se trouver leur principal établissement.

§ 2. — *Détermination de la nationalité des sociétés d'après le lieu du principal établissement d'exploitation.*

En présence de deux éléments puissants, « des jurisconsultes compétents et des codes étrangers », inspirés du reste, de leurs idées; la tâche que nous assumons de réfuter le système, d'après lequel la nationalité d'une société se détermine par le lieu du principal établissement d'exploitation, nous sera bien difficile.

Pour déterminer la nationalité, par l'application de ce système, il faut s'attacher à son domicile,

(1) Trib. correct. Seine, 17 novembre 1875. Journ. Clunet, 1877, p. 45; Cass., 25 fév. 1879, Dall., 1882, 1. 20; Civil. Seine, 11 mars 1880; Gaz. des Trib., n° du 13 mars 1880; Paris, 12 mai 1881; Journ. Clunet, 1882, p. 317; Compte arrêté du Conseil fédéral suisse du 21 janvier 1875; Journ. Clunet, 1875, p. 307; Gand, 21 avril 1876; Pasicrisie Belge, 1876, 2, 251; 20 oct. 1883, Pasicr., 1884, 2, 64, etc...

c'est-à-dire au lieu où elle a son principal établissement.

Mais quel sens faut-il attribuer à cette expression peu explicite? Faut-il envisager le siège de l'exploitation matérielle, c'est-à-dire où se trouve l'objet principal de l'entreprise; ou bien le siège social et administratif où l'on passe tous les actes qui se rapportent à la société?

Il n'y a pas de difficultés lorsque l'objet de l'entreprise et le siège administratif se trouvent réunis dans le même lieu.

Si, au contraire, ces deux éléments qui font vivre la société se trouvent dans deux endroits différents, la situation est plus délicate.

Par exemple une société est constituée en France, elle y fixe son siège administratif, c'est-à-dire celui des représentants légaux, tels que le conseil d'administration et les assemblées générales, mais elle se propose d'extraire du pétrole en Roumanie; voilà donc une société qui aura des intérêts dans deux pays qui ne relèvent pas de la même souveraineté.

On a soutenu que, dans le cas où une société a son siège social dans un pays et le centre de son exploitation dans un autre, elle devait être considérée comme ayant la nationalité du pays où se trouvait son centre d'exploitation, considéré également comme son domicile.

Telle est l'opinion que M. Lyon-Caen a soutenu au Congrès de Paris (1).

Il dit (2) « qu'assez souvent les statuts d'une société fixent le siège social, c'est-à-dire le centre des bureaux, la réunion des assemblées générales dans un pays, autre que celui où l'exploitation a principalement lieu.

Il ne faut pas que la nationalité d'une société se lie à des circonstances ou à des faits qui dépendent

(1) *Compte rendu sténographique du Congrès intern. des sociétés par actions*, pp. 214-218.

(2) V. Article de M. Lyon-Caen, dans le *Journal des Sociétés*, 1880, pp. 32 et suiv. *Sic.* : Asser et Rivier, *Elém. de dr. intern. privé*, p. 197, note 1; Bard, *Précis de dr. intern. privé*, n° 208; Despagnet, *Précis de dr. intern. privé*, 2^{me} édit., n° 64, p. 83; Weiss, *Traité de dr. intern. privé*, 1^{re} édit., p. 441; Weiss, *Séance de sociétés savantes*, du 9 avril 1885; *Journal des Sociétés*, 1885, p. 429; Lyon-Caen, note in fine sous Cass., 4 mars 1885, *Sir.*, 1885, 1, 169; Lyon-Caen et Renault, *Précis de dr. commerc.*, tome I, n° 546, p. 295 et Manuel, n° 323; Boistel, *Précis de dr. comm.*, 3^e édit., n° 396 ter; Vavasseur, *Traité des Sociétés*, 4^e édit., n° 952; Gerbaut, *Compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, n° 345; Castier, *Conditions légales des sociétés étrangères*, pp. 129 et suiv.; Ruben de Couder, *Dictionn. de dr. comm., industr. et marit.*, t. VI, v. *Sociétés étrangères* in initio; Comp. Renault, *Revue critique*, 1885, pp. 602-603 et même *Revue*, 1883, p. 705; Cass., 10 fév. 1863, *Sir.* 1863, 1, 199; Cass., 13 mars 1865; Dall., 1865, 1, 228; Trib. de Leipzig, 25 novembre 1871; *Journal Clunet*, 1874, p. 82.

exclusivement de la volonté de l'homme, comme la fixation du centre de l'administration sociale. Autrement les fondateurs pourraient à leur gré se soumettre ou échapper aux dispositions restrictives de la loi. »

Il résulte, d'après ce que M. Lyon-Caen dit, qu'on tend vers la suppression de l'arbitraire et c'est à bon droit si la fraude est évidente; ce qui pourra se présenter dans le cas où une société française, pour éviter l'effet salulaire de la loi française et pour s'y soustraire, est allée se constituer en Angleterre.

M. Lyon-Caen avoue lui-même que le système qu'il défend n'est pas toujours d'une application si facile qu'on pourrait le croire.

En présence de l'exemple cité par M. Guillery (1) sur une société qui fait des opérations dans plusieurs pays, qui exploite des lignes de tramways dans des pays différents, il témoigne que le système qu'il préconise peut offrir des difficultés.

Il ajoute pourtant, qu'étant une question de fait, une difficulté d'espèce, se rapporte à cet égard aux juges.

Quant à nous, nous estimons meilleure l'opinion

(1) Compte rendu sténogr. du Congrès intern. des sociétés par actions.

d'après laquelle le vrai domicile se trouve au siège social indiqué dans les statuts, sauf à réserver le cas où il serait fictif et placé sous la protection de telle loi pour se soustraire à la rigueur de telle autre.

De cette façon nous échappons aux inconvénients qui se présentaient dans l'autre doctrine, dans le cas où une société fait dans plusieurs pays des affaires en quantité égale; moins, par suite d'une prospérité inespérée, que parce que tel était dès le premier jour l'intention arrêtée de ses fondateurs.

N'ayant qu'un seul siège social, lequel se trouve là où les administrateurs fréquemment se réunissent pour conférer des opérations de la société, là où ils convoquent annuellement les actionnaires, nous n'avons plus alors à faire de choix entre plusieurs pays.

Les fondateurs placent le siège social là où ils ont l'habitude de demeurer, là où l'entreprise a plus de chance de faire des affaires et le plus souvent dans le pays où ils ont fait appel aux souscriptions; en somme là où eux-mêmes devenus administrateurs périodiquement se réunissent, car c'est en eux que réside toute la personnalité juridique de la société. L'exploitation n'ayant aucune existence au point de vue du droit, son caractère est purement matériel et mécanique.

§ 3. — *Détermination de la nationalité des sociétés d'après le lieu du siège social administratif.*

D'après une autre théorie le domicile d'une société serait au siège social.

Avant d'exposer cette théorie il est bien de savoir « ce qu'on entend par siège social ».

Le siège social est l'endroit d'où émane la direction et le contrôle de la société, où les assemblées des actionnaires et le conseil d'administration se réunit.

Ce système qui détermine la nationalité d'une société d'après le lieu du principal établissement administratif, a trouvé faveur chez quelques auteurs(1). Nous nous approprions ce système, combattu du reste beaucoup à son tour. Il a le mérite d'être conforme au principe qui tend à l'assimilation des personnes juridiques et des personnes physiques.

(1) M. Thaller, *Revue Critique*, 1883, pp. 340-343; *Annales de dr. commerc.*, 1889, 2^e p., p. 17; Paul Pic dans le *Journal Clunet*, 1892, pp. 384-385; Lefèvre, *Journal Clunet*, 1882, p. 403; Renault, *Compte-rendu sténogr. du Congr. intern. des soc. par actions*, pp. 198-206; Paul Pont, *Société comm.*, n° 1856; Deloison, *Traité des soc. comm.*, t. I, p. 164; Cohendy, note sous Paris, 23 janvier 1889; Dall., 1890 2, pp. 1-4; Pipi, *Condition légale des sociétés étrangères*, p. 173; V. en sens contraire, Lyon-Caen et Renault, II, n° 1167; Boistel, n° 396 ter; Gerbaut, *Compétence des Tribunaux français à l'égard des étrangers*.

L'article 102 du Code civil pose, c'est bien vrai, le principe du principal établissement, mais l'article suivant 103 éclaire cette disposition en indiquant comme caractère distinctif du principal établissement « la résidence et l'intention ».

Dans les travaux préparatoires (1) il est dit que les rédacteurs du Code, pour poser la règle de l'article 102 se sont inspirés de « la loi 27 *D. ad municipalem* », et que celui-là est censé domicilié dans une ville qui en fait le centre de ses affaires, qui y passe tous ses contrats.

Par conséquent où se trouve la résidence d'une personne juridique, société ; où se trouve le centre de ses affaires ; où passe-t-elle tous ses contrats, si ce n'est au siège administratif ?

Exemple : Un particulier, demeurant à Paris, est le propriétaire d'une ferme dans un département de la France. C'est de Paris qu'il exploite et administre sa propriété. Son domicile est à Paris, sa résidence et le lieu de son administration ; c'est là le centre de ses affaires, c'est là qu'il passe ses contrats. Les mêmes principes doivent être appliqués en matière de société, car le domicile est une chose de droit. C'est à propos d'actes juridiques qu'il importe de le fixer.

(1) V. Locré, *Esprit du Code Napoléon*, II, p. 205 et suiv.
Cfr. Merlin, *Répertoire* VIII, domicile.

Or la personnalité juridique de la société réside tout entière dans son conseil d'administration. C'est par cet organe abstrait que la nationalité vit et fonctionne; l'exploitation n'a pas d'existence propre, elle n'a point d'importance au point de vue du droit.

Quant à l'objection, devant laquelle nous pouvons constamment nous trouver, « qu'une société pour éluder la rigueur d'une législation prudente, va se constituer et établit à l'étranger un faux siège social, pour faire croire que son siège administratif est à l'étranger; nous donnons toujours la même réponse : qu'il sera de la compétence des tribunaux pour déjouer la fraude, en statuant, suivant les circonstances, de dire quel est le principal établissement administratif. C'est ce qui a été jugé à propos de l'affaire du Crédit Foncier suisse. Cette société avait établi son siège social à Genève, mais c'était là un siège social nominal et insignifiant; c'était à Paris le siège réel des affaires (1).

Nous n'avons plus qu'à citer les opinions de M. Thaller (2) pour renforcer le système que nous préconisons. « Il existe, dit M. Thaller, une solidarité nécessaire entre la nationalité d'une société,

(1) Journal Clunet, 1874, pp. 93 et 154.

(2) Compte-rendu sténogr. du Congrès interd. des sociétés par actions, 1819.

son domicile, son siège social, la loi à observer et le pays de souscription. »

M. Thaller estime qu'une société ne saurait avoir d'autre nationalité que celle du pays qui lui a fourni les fonds; qu'on remarque en effet, que toute loi sur les sociétés est faite dans la pensée de protéger les nationaux contre les dilapidations que des individus peuvent facilement commettre en recourant au contrat de société; c'est donc violer l'esprit de cette loi que de permettre à des sociétés dites étrangères, de voler l'argent du pays français, si on se place au point de vue de la France, avec le concours de leurs lois nationales.

Les lois des différents pays sont à cet égard des lois de police. « En conséquence, si un individu prend part en France à une souscription publique, il a droit à la protection de la loi française; il doit être convoqué à des assemblées générales qui se tiendront en France, composées des administrateurs qui se réunissent habituellement en France ».

La jurisprudence (1) a été favorable à ce système. Ce qui est plus tranchant c'est la jurisprudence presque constante, qui en matière de faillite, fixe le domicile au siège administratif de la société, et

(1) L'affaire de Cadix, Cass., 20 juin 1870, *Dall.*, 1870, 1, 146. *Sic.* : M. Thaller, n° 309 et 763.

non au lieu de l'exploitation. Ainsi jugé à propos de la faillite d'une société anonyme des pâtes et papiers de l'Ain, exploitant une usine à Belgrade (1).

Cette définition du domicile s'applique aux individus comme aux sociétés, êtres abstraits et fictifs qui, pour manifester leur existence, doivent établir le siège principal de leur activité dans un pays, se conformer pour leur fonctionnement aux lois de ce pays qui en échange, leur donnera la protection dont elles ne peuvent se passer, pas plus que les personnes physiques. Il résulte de là, qu'une société ayant son principal établissement en Roumanie devra se soumettre à la loi roumaine pour pouvoir fonctionner. Texte exprès et même sens la jurisprudence.

§ 4. — *Détermination de la nationalité des sociétés d'après la nationalité des associés.*

A différentes occasions et notamment dans les Congrès, on a proposé ce criterium comme susceptible de déterminer la nationalité de toutes les sociétés commerciales.

Nous n'hésiterons pas à le reconnaître, s'il s'agit

(1) Cass., 30 janvier 1882; Journal du Palais, 1882, p. 362.

d'une société par intérêts qui est à la merci de l'incapacité ou de la mauvaise fortune de son gérant et qui, à ce titre, ne fait en quelque sorte qu'un avec lui; et d'autant plus qu'on enlève ainsi à l'étranger le moyen d'échapper aux incapacités juridiques qui le frappent comme tel, principalement à l'obligation de fournir la caution *judicatum solvi*. Solution d'un intérêt pratique considérable, puisque la société n'est qu'un être fictif, ne présentant de surface que par la personne de ses gérants, s'évanouissant le jour où ceux-ci disparaissent (1).

Lorsqu'il s'agit d'une société de capitaux, il suffit de remarquer que son sort n'est en rien affecté par la personnalité de ses membres, abstraction faite du cas particulier où ils sont administrateurs : son existence n'est nullement affaiblie ou fortifiée par le décès, la faillite ou l'enrichissement de ses actionnaires qui ne lui doivent rien, une fois leurs apports effectués. Pourquoi leur nationalité aurait-elle plus d'effet? Cette doctrine n'est pas efficace, elle ne s'appuie que sur des arguments de fait qui ont d'autant moins de valeur qu'ils violent les principes élémentaires du droit, notamment celui d'après lequel la société commerciale a une per-

(1) En même sens : M. Brocher, Cours de Dr int. privé, t. 1^{er}, p. 192.

sonnalité distincte de celle de ses gérants à quelque degré que son sort repose sur le leur, personnalité qui se suffit à elle-même, qui a une capacité déterminée, des droits, notamment un domicile, qui lui sont propres, et par conséquent une nationalité qu'il n'y a aucune raison de lui dénier.

Nous estimons donc que la nationalité des associés est sans effet sur celle de la société.

§ 5. — *De la nationalité des sociétés d'après la loi roumaine.*

En présence d'un manque complet de doctrine et de jurisprudence en matière des sociétés étrangères, et cela à cause de la loi qui, étant très sévère, les sociétés étaient *rare*, nous nous bornerons à montrer succinctement qu'elle était la nationalité d'une société d'après le règlement de 1868 qui fut rendu pour l'application de l'article 36 du Code de commerce de 1840 et d'après le Code de 1887.

Nous allons voir que l'autorisation était donnée sous la forme d'une convention, et l'exemple de l'acte de concession de la Banque de Roumanie nous le prouvera. Quel était donc, d'après l'acte de concession, la nationalité de cette société? Le principe général qui gouvernait la nationalité des sociétés en Roumanie à cette époque, nous le

trouvons formulé par la loi elle-même, ainsi : était nationale toute société constituée en Roumanie, et au contraire, étrangère toute société constituée à l'étranger indépendamment de toute autorisation et du lieu où elle avait son centre principal.

L'article 16 dudit Règlement nous dit : « Les sociétés anonymes, dont les statuts auraient été homologués à l'étranger ne peuvent fonctionner dans le pays qu'en observant les conditions suivantes :

En même temps que la demande d'autorisation, elles présentent, outre les statuts, un acte d'autorisation donnée dans la même forme par le gouvernement qui a homologué les statuts primitifs, par lequel la société sera autorisée à étendre ses opérations en Roumanie et par lequel elle donnera assurance que les sentences rendues par les tribunaux locaux contre la société auront l'autorité de la chose jugée dans les pays d'origine ».

Quel est le système du Code de commerce de 1887?

Nous avons sur la question, le texte exprès du Code et la jurisprudence ; tous ces deux éléments établissent deux systèmes différents.

D'après les dispositions de l'article 239, une société constituée à l'étranger qui a son siège et l'objet principal de son entreprise, en Roumanie,

tout beau se conformera-t-elle à la loi roumaine, elle reste étrangère. C'est la même manière de voir du Règlement de 1868.

La jurisprudence établit un autre criterium d'après lequel sera déterminé la nationalité d'une société.

La Cour de cassation (1) ayant à se prononcer sur le pourvoi de la Banque de Roumanie, qui constituée à l'étranger, avait son siège et l'objet principal de son entreprise à Bucarest grâce à la concession accordée par le Prince, à laquelle l'instance de fond lui contestait le droit d'acheter des immeubles (comme étant étrangère conform. à l'article 7 § 5 de la Constitution) : décida que la nationalité d'une société se détermine d'après le lieu du siège et de l'objet de l'entreprise.

Deux théories sont en présence, l'une qui veut que la nationalité d'une société soit déterminée par le lieu du siège et de l'objet de l'entreprise, celle de la jurisprudence; l'autre qui résout le problème, par le lieu de l'acte constitutif (celle du Code).

La Cour de cassation, consciente de son rôle, qui est d'interpréter la loi mais nullement de la dénaturer, a changé sa jurisprudence, de sorte qu'elle ne soit plus en conflit avec le texte de la loi qui est

(1) Cass., II, 147-89, Bull., p. 421.

assez catégorique et ne laisse pas trop de place à une interprétation douteuse. Elle a débouté une société constituée à Amsterdam pour explorer des terrains pétrolifères en Roumanie, s'appuyant sur le fait qu'étant constituée à l'étrangère, était étrangère et que, n'ayant pas accompli les prescriptions de l'article 239, ne peut rien réclamer en justice (1).

(1) Civil, Section III, B., 1906, p. 390.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I^{er}

Pour voir si dans le passé des pays roumains il y avait une disposition législative, quelque faible qu'elle soit, qui nous apporte une certaine lumière sur l'objet de notre étude, nous nous bornerons à scruter seulement deux siècles avant la première codification de la législation commerciale.

Dans le dix-septième siècle le droit était représenté, dans les pays roumains, par des normes juridiques non écrites qui se transmettaient de génération en génération et qui étaient créées d'après l'idée du droit naturel à l'occasion de toute circonstance nouvelle.

Ces principes incertains et flottants du droit réglaient seuls les rapports sociaux et constituaient ce qu'on appelait : la coutume de la terre (*Obiceiul pamantului*). La coutume, véritable mosaïque, car littéralement elle est composée d'un nombre considérable d'inspirations les plus diverses dont on ne

peut plus établir l'origine aujourd'hui, s'occupe presque entièrement du droit pénal.

On y trouve aussi un peu de droit civil, et si nous regardons l'organisation de la propriété nous trouverons les traces d'une communauté de propriété qui commence par les liens de sang et finit aux propriétaires voisins les plus proches, reminiscence plutôt de la vie romaine que de la vie slave, comme on l'a déjà soutenu (1).

Quant aux modes de transmission de la propriété, c'est le droit romain qui les gouvernait.

La condition des étrangers était largement réglementée par ces normes juridiques et nous estimons qu'il ne sera pas sans intérêt de citer quelques exemples pour avoir une idée du produit de la conception juridique à cette époque.

Un étranger non seulement orthodoxe, mais appartenant même à la religion protestante ou catholique, pouvait entrer dans les grandes dignités (boerii) des pays roumains et remplir l'office de hauts fonctionnaires auprès des princes de la Valachie et de la Moldavie.

Dès qu'il était devenu boïar, il pouvait, en vertu de son titre de noblesse et même sans aucun lien

(1) Pic., *Die rumänischen Gesetze und ihr Nexus mit dem byzantinischen und slavischen Rechte*, Prag, 1886, p. 32.

de sang avec les indigents, acheter des domaines (mosii).

Dans un document de 1725, et il y en a beaucoup qui nous fournissent des exemples, nous trouvons un certain Dracea Armasul, étranger qui achète une ferme tout près de Chiseneu (1).

Les Arméniens et les juifs n'avaient pas le droit d'acheter des biens ruraux, seulement ils pouvaient devenir propriétaires de maisons et de boutiques dans les bourgs, dans les villes; les Arméniens étant plus avantagés, pouvaient acheter des vignes.

Une seule garantie existait dans la coutume contre l'aliénation de la propriété et spécialement de la fortune accumulée dans les pays par les étrangers : c'était celle en vertu de laquelle l'héritage n'était attribué qu'à ses enfants; tous les autres parents étaient exclus lorsqu'il n'y avait plus d'enfants par le droit du prince, qui s'attribue l'héritage à lui-même.

Il était donc connu en Roumanie ce qu'était en France le droit d'aubaine.

Les rapports internationaux externes étaient réglés par des traités.

Très souvent ces traités émis sous la forme de

(1) Document inédit de 1725 dans le livre de Georges As-saki, t. II, p. 504.

brevet, charte (hrisov), contiennent des stipulations de douane sur les droits d'entrée et de sortie des marchandises, comme la perpétuelle clause de libre passage des négociants, après avoir acquitté leurs droits.

Pendant ces temps de barbarie, de pillage et de violence, les dispositions pénales trouvaient largement et légitimement leur application, ce qui faisait qu'à bonne raison les traités en étaient imbus.

Ne nous étonnons guère que durant toute cette période nous ne voyions aucune trace sur une notion concrétisée du commerce et d'autant plus de la société ; car que pouvait-on espérer de cette mentalité primitive, qui permettait la poursuite d'une chose volée dans les mains du quatrième possesseur qui, même étant de bonne foi, devait payer la valeur de la chose, autrement la mort l'attendait.

Plus bizarre semblerait-il aujourd'hui l'habitude d'après laquelle les sentences obtenues contre les étrangers, étaient exécutées.

Dès qu'un étranger était condamné au profit d'un indigène, ce dernier pouvait toucher le montant de sa condamnation (lorsqu'elle était ou transformée en argent) sur tout compatriote du condamné, quitte pour celui qui avait payé de poursuivre le débiteur dans son pays (1).

(1) Archives historiques, t. II, p. 5.

Une des créations les plus intéressantes de la coutume était, sans doute, l'organisation des corporations (bresle) dans la Valachie (starostii), qui ont existé dans les pays roumains jusqu'à la convention de 1858.

On trouve même les négociants organisés en corporation, institution dont le but était de défendre leurs intérêts contre la concurrence que les négociants étrangers leur faisaient, en apportant des marchandises d'au delà de la frontière. Une charte (hrisov) d'Alexandre Mavrocordat, de 1783, le prouve bien, car il défend aux négociants étrangers qui n'habitaient pas le pays d'introduire leur marchandises en Roumanie et de la vendre détaillée. Ils pouvaient s'en défaire à forfait, sauf pour les marchandises destinées à la consommation qu'ils pouvaient vendre comme bon leur semblait.

En somme, compulsant tous les documents de cette époque et même des précédentes, on ne trouve pas les traces d'une société des temps actuels et les commerçants étrangers ne restaient dans le pays que quelques jours pour écouler leur marchandise, après quoi ils s'en allaient.

Une fois l'imprimerie introduite, il était tout naturel de mettre au jour des essais de législation qui, dans leur grande majorité, concernaient l'église.

Durant les règnes de Mathei Basarabe et de Vasile Lupu, on a fait des traductions de diverses œuvres grecques et slaves. Celles qui présentent le plus d'intérêt sont en nombre de trois : 1) *Pravila cea mica*, imprimée dans le monastère Govora, en 1640, et traduit du Slavone par Michel Moxalie, à l'insistance de l'Hepyscope Théophil de R. Valci.

Elle ne renferme que des dispositions et prescriptions ecclésiastiques.

2) *Pravila cea mare*, traduite du grec par Daniel Panoneanu, et lui conseillé par le Mytropolite Ungro Vlah Stephan.

Son contenu est pour la plus part un recueil de canons religieux, portant sur le mariage ; quelques règles sur l'usure y sont aussi mentionnées.

Le droit pénal n'en manquait pas et quant au droit civil, tout était puisé à l'Hexabiblon d'Armenopulos.

Décidément cette pravile contenait un mélange phénoménal des matières les plus diverses, rangées sans aucun ordre.

Le livre roumain de Vasile Lupu est beaucoup plus systématique, c'est un recueil des lois pénales grecques, mélangé par-ci par-là du droit civil.

L'ordre des matières suivi accuse un système suffisamment conséquent, car après les 14 chapitres qui règlent les rapports entre les laboureurs

suivent d'autres qui concrétisent un nombre de dispositions concernant toute sorte de faits. Ex. : 9 chapitres qui portent sur le vol, sur l'insulte contre l'autorité publique, sur les faux-monnayeurs, sur les trésors (trouvaille), sur les crimes et blessures graves; 28 chapitres contenant des dispositions sur les devoirs des époux, la matière la plus agréable de ces temps-là de casuistique morale. Il y a après 8 chapitres qui réglementent les obsèques; 22 chapitres sur les causes qui diminuent les disputes et 10 chapitres, les derniers, qui sanctionnent les contraventions aux canons ecclésiastiques, etc.

Maintes fois le besoin d'une codification fut senti dans les pays roumains et nous avons vu en Valachie Mathei Basarabe et en Moldavie Vasile Lupu s'occuper d'un pareil travail.

Leurs essais ne réussirent pas à habituer le peuple aux normes écrites et la coutume gardait toute sa force, ce qui faisait du reste tomber le voile de l'oubli sur les lois promulguées. L'échec de ces essais s'explique par le fait d'avoir sacrifié toutes les dispositions au droit pénal et au droit canonique.

Sous le régime des Phanariotes nous rencontrons de nouveaux essais de législation, et cette fois-ci dans le domaine du droit proprement dit, celui

qui n'avait été que très peu touché par les vieilles législations; c'est-à-dire sur le droit civil.

Il y avait en Valachie le Code d'Alexandre Ypsylanty (Condicalui Ipsilante), de 1780, et en Moldavie la charte (Hrisov) d'Alexandre Mavrocordat, de 1785.

Le premier est un ouvrage qui a pour but de réglementer l'entier domaine du droit civil, tandis que la seconde s'occupe de quelques points spéciaux.

Même en présence de ces législations les jugements étaient rendus quelquefois d'après les Basiliques et d'après la coutume.

Le Code d'Ypsylanty contient encore des dispositions de procédure dont le fond est puisé aux principes du droit romain, compris dans les lois byzantines.

Ces dispositions ne se prêtaient pas à une grande élasticité; elles ne s'appliquaient qu'aux cas pratiques, ce qui faisait que d'autres lois plus larges, et puisées directement à la source greco-romaine, s'appliquaient.

Nous pouvons citer pour mémoire : Les Basiliques, les Nouvelles de Justinian, Léon, l'introduction des lois d'Antichipsar Theophil, et le manuel d'Arménopulos.

Ni le Code d'Ypsylanty, ni la Charte de Mavro-

cordat ne pouvait couvrir le manque d'une législation écrite. Alexandre Moruzzi Voevod, voulant améliorer cet état de choses, chargea Thoma Carra de traduire en Moldavie l'Hexabiblon d'Arménopulos (1) et la traduction fut achevée en 1804.

Peu de temps après Moruzzi se ravisant, estima que l'Hexabiblon d'Armenopulos ne pourrait, peut-être, constituer un Code, et chargea de nouveau Carra d'organiser un Code tant civil que pénal, c'est-à-dire de l'introduction des lois d'Antochipsar Theophil.

Carra acheva le livre premier du nouvel ouvrage en 1806, après lequel suivant l'invasion des Russes, il fut empêché de continuer et peu de temps après mourut.

Les lois byzantines furent le modèle suivi par le Code Caradja et Calimach.

Le Code Caradja est une compilation plus originale qui est composé de six parties et chaque partie de plusieurs chapitres.

Des dispositions civiles, pénales, commerciales, administratives, etc., font l'objet de ce Code. Dans la troisième partie, composée de 23 chapitres, portant aussi sous des matières différentes, nous trouvons sur le chapitre XIV le contrat de société inti-

(1) Célèbre juge à Thessalonique.

tulé (Pentru tovarasie) pour la société. Les 22 articles de ce chapitre réglementent la constitution de la société, son fonctionnement et sa dissolution; pas un mot sur des sociétés qui auraient pu être fondées par des étrangers.

Le Code de Calimach, qui n'est en grande partie qu'une traduction du Code civil autrichien et qui contient en même temps des dispositions des Basiliques, a été publié en 1877; toute sa puissance lui a été accordée par le Règlement organique.

Publié en grec, ce Code ne s'appliquait presque pas, car tant les tribunaux que les particuliers ne connaissaient et ne comprenaient pas suffisamment le grec; c'est pourquoi Castache Conaki a demandé aux Assemblées (Divans) des pays roumains, qu'une traduction en langue roumaine soit faite.

Le président de ces Assemblées, Pavel Dimitrievici de Kisselef accéda à cette demande et une commission composée par P. Assaki, président du Trib. de Botosani, et les jurisconsultes Hristian Flechtenmacher et Damaschin Bojinca, sous la surveillance de C. Sturdza qui dirigeait le département de la justice, fut chargée de l'exécution de ce travail.

Le Code Calimach comme le Code Caradja est

composé de plusieurs parties, de plusieurs chapitres.

Dans sa seconde partie intitulée : « Le droit sur les choses », sous la section II, intitulée : « Des droits personnels sur les choses », nous trouvons, au chapitre XXX, le contrat de société (contractul tovarășiei averilor). Les sociétés, toujours il est question de celles qui sont nationales, sont réglées quant à leur formation, fonctionnement et dissolution par 45 paragraphes, dans lesquels rien n'est dit pour les étrangers.

Le Règlement organique où l'on voit pour la première fois sévir l'idée de l'intérêt public dominant l'intérêt individuel, constitue sans doute un progrès sensible sur l'état chaotique antérieure.

On y trouve des dispositions concernant toutes les matières, même le commerce et notamment les actes de commerce, mais pas une trace qui nous indique l'existence de notre objet d'étude.

Si à proprement parler le Règlement organique était un progrès avoué, il n'est pas moins vrai qu'il était beaucoup plus inférieur à une législation qui aurait tenu compte de besoins et aspirations humaines.

Un Code spécial de commerce n'existait pas à ce moment-là en Roumanie; ce n'est qu'en 1840 qu'un Code de commerce fut promulgué pour la

Valachie et étendu à la Moldavie par la loi du 16 décembre 1864.

Ce Code ne répondait pas aux besoins économiques du pays et une nécessité de refonte s'imposait. Plusieurs modifications lui ont été apportées en 1887 et en 1900, mais sans prétendre qu'elles aient obvié aux lacunes dont il en fait preuve aujourd'hui.

CHAPITRE II

LA CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRAN- GÈRES EN ROUMANIE SOUS LE RÉGIME DU CODE DE COMMERCE DE 1840.

Le Code de commerce promulgué en 1840 parle de sociétés sous le titre III intitulé : « Pour les sociétés » (Pentru tovarâsii). Section 1^{re}, intitulée : « Pour les diverses espèces de sociétés et pour leurs règles » (Pentru diferite feluri de tovarasii si pentru regulile lor) et les divise en trois catégories : sociétés en nom collectif ; en commandite et anonyme : mais seulement des sociétés nationales. Il ne souffle mot sur les sociétés étrangères.

Cependant nous voyons exister les trois espèces de sociétés étrangères, à cette époque là ; qu'elle était donc leur condition ?

Pour les sociétés étrangères en nom collectif et en commandite sous le régime de ce Code, il n'y a aucune décision judiciaire ou administrative ; par conséquent le principe selon lequel les lois relatives à l'état et à la capacité des personnes suivent les

nationaux même à l'étranger, leur est applicable et elles peuvent être reconnues en Roumanie en tant que personnes morales.

La notion de la société anonyme ne manquait pas, l'art. 18, Code comm, la reconnaît; l'art. 36 pose même le principe de l'autorisation, mais cette forme de société n'était presque pas pratiquée, et le défaut d'explication pour son fonctionnement l'explique suffisamment.

Ce n'est qu'en 1868 qu'intervient un règlement, quand la pratique des affaires en révéla la nécessité.

Avant le règlement de 1868 le gouvernement roumain donnait des autorisations et satisfaisait à la disposition de l'art. 36 du Code de commerce par le moyen suivant : un acte de concession rédigé à Bucarest sous la forme d'une convention intervenait entre le prince et les représentants de la société anonyme ; les statuts étaient signés par le prince et par les ministres respectifs (1).

En ce qui concerne le règlement de 1868, ses dispositions sont générales et applicables aux sociétés nationales et étrangères. Les unes comme les autres doivent se soumettre à l'observation de

(1) Exemple : L'acte de concession du 17 octobre 1866 au profit de la Banque d'Escompte et de circulation appelée Banque de Roumanie.

ses règles ; les unes comme les autres doivent obtenir l'autorisation du gouvernement, et celui-ci ne pourra la donner que dans les conditions déterminées par le règlement. Le législateur en imposant l'autorisation, y fut poussé par la méfiance pour les spéculateurs qui, agitant le fantôme des gains, aurait pu tromper la population. La méfiance pour les sociétés étrangères fut plus grande, car malgré leur soumission aux dispositions générales applicables aux sociétés indigènes, elles subissent encore des dispositions qui les concernent spécialement.

Voici en peu de mots l'économie du règlement de 1868 : Il établit que les sociétés anonymes ne peuvent être autorisées, que si l'objet de leur entreprise est commercial et nécessiterait un capital plus élevé que celui d'une société autrement dénommée ; il indique ensuite l'autorité compétente pour donner l'autorisation et les pièces qui doivent accompagner la demande (art. 1 et 2) et statue que la demande doit être adressée au ministre du Commerce accompagnée des pièces suivantes en quadruple exemplaire.

L'acte public de constitution avec la déclaration par les fondateurs qu'ils s'obligent à verser immédiatement après l'autorisation, les sommes devant constituer le capital social dans la caisse sociale.

Les statuts de la société ainsi qu'un pouvoir donné par tous les souscripteurs, à un ou plusieurs d'entre eux, à l'effet de demander l'autorisation d'introduire dans les statuts toutes modifications qui seraient exigées par l'administration et de souscrire tous les actes relatifs à la constitution de la société. Si le fond social comprend des immeubles, la demande d'autorisation doit être accompagnée des copies authentiques des titres de propriété, d'un certificat du tribunal constatant les charges qui grèvent ces immeubles et d'un inventaire.

En vertu de l'art. 4, la demande d'autorisation et les pièces annexées sont transmises par le ministre au préfet, au maire de la localité et à la Chambre de commerce, à l'effet d'obtenir tous renseignements utiles sur la société et notamment sur l'importance et les chances de réussite de l'entreprise ; sur les avantages où les inconvénients qu'elle peut présenter au point de vue commercial ; sur la moralité et la solvabilité des fondateurs ; sur le personnel de l'administration ; sur l'estimation des objets mobiliers ou immobiliers qui composent le fond social.

Pour protéger le public contre la fraude des fondateurs d'une société anonyme, des dispositions sévères sont prises par le règlement. Ainsi, il décide que, pour qu'une société soit légalement cons-

tituée, les conditions suivantes doivent se réunir avant la demande d'autorisation : souscription intégrale du capital, versement du quart sur chaque action, jusqu'au versement entier du capital, et le délai sera établi par les statuts, l'autorisation n'est que provisoire, actions nominatives jusqu'à l'entière libération, responsabilité de chaque actionnaire pour le montant de la somme souscrite.

L'hypothèse d'augmentation ou de diminution du capital social n'est pas laissée de côté, car l'art. 11 dit que la société ne pourra augmenter ou diminuer le capital social qu'avec l'autorisation du gouvernement donnée aussi comme pour les statuts.

Cependant le capital social pourra être augmenté en vertu des dispositions expresses renfermées dans les statuts qui régleront en même temps la manière et les époques de l'augmentation et du versement du capital.

Dans tous les cas, un quart du capital souscrit sera versé avant la demande d'autorisation.

Nous avons dit que le législateur a fait subir aux sociétés étrangères des dispositions expresses et c'est la vérité, car les sociétés dont les statuts seront homologués à l'étranger ne sauront être autorisées à fonctionner dans le pays qu'aux conditions suivantes :

A sa demande d'autorisation, la société étrangère doit joindre l'acte d'autorisation de son gouvernement homologuant ses statuts primitifs et l'autorisant à étendre ses opérations en Roumanie ; elle doit fournir ensuite l'assurance que les sentences prononcées contre elle par les tribunaux roumains obtiendront l'autorité de la chose jugée sur le territoire de son pays d'origine. Les sociétés étrangères doivent verser un cautionnement et le gouvernement statuera sur ce cautionnement d'après la nature et l'importance des opérations que les sociétés feront ; son montant sera déposé à la caisse de consignations et servira à garantir l'exécution des obligations contractées par la société envers les tiers.

Le gouvernement pourra s'assurer de l'accomplissement des conditions stipulées dans les statuts aux moyen de revision qu'il pourra exiger à tout moment, ou à l'aide d'un commissaire qui sera nommé par lui auprès de la société pour surveiller son fonctionnement et rétribué sur ses fonds.

Comme sanction de son droit de reviser les statuts des sociétés, le gouvernement roumain se réserve le droit de retirer l'autorisation donnée toutes les fois qu'il jugera que les statuts sont violés, sans préjudice des droits des personnes qui auraient

contracté avec la société, ces derniers pouvant la poursuivre en justice.

CHAPITRE III

LA CONDITION JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'APRÈS LE CODE DE COMMERCE ROUMAIN PROMULGUÉ LE 10 MAI 1887.

Les sociétés étrangères sont réglementées par les dispositions du Code de commerce, sous la section III, titre VIII, livre 1^{er}, intitulée : « Dispositions relatives aux sociétés civiles et aux sociétés constituées en pays étrangers.

Du contexte des articles 237, 239 de cette section et de l'article 2 du Code civ. combiné avec l'article 237 C. comm., il résulte la division des sociétés étrangères en 3 catégories, savoir :

Première : Les sociétés qui légalement constituées dans leur pays d'origine veulent établir chez nous un siège secondaire ou une représentation (art. 237).

Deuxième : Les sociétés qui constituées à l'étranger ont dans le pays le siège et l'objet principal de leur entreprise (art. 239).

Troisième : Sociétés étrangères d'une autre nature que celles reconnues par le Code de comm. roumain.

Section 1^{re}. — *Sociétés qui légalement constituées dans leur pays d'origine veulent établir en Roumanie un siège secondaire ou une représentation.*

Raisonnons — pour l'application et l'explication des articles qui visent les sociétés étrangères — sur une société française.

Voilà une société française qui, légalement constituée en France, s'avise d'établir à Bucarest une succursale; elle y sera acceptée telle quelle est, pourvu qu'elle remplisse certaines dispositions que le législateur roumain a formulées à son égard, dispositions qui, du reste, sont observées par les sociétés indigènes même (roumaines) et qui se réfèrent à la publication de l'acte constitutif, des statuts et des actes de gestion sociale.

L'idée que le législateur a eu en vue, pour agir de la sorte, a été de protéger les sociétés nationales; car si on ne soumettait pas les sociétés étrangères aux mêmes formalités que les sociétés nationales roumaines, il serait résulté un avantage pour les premières aux dépens des sociétés roumaines.

§ 1. — *Exposé des formalités que le genre de société, que nous venons d'annoncer, doivent remplir.*

L'article 238, al. 1^{er} C. comm., dit en termes exprès, que les sociétés étrangères, pour qu'elles

puissent établir en Roumanie un siège secondaire ou une représentation, doivent se soumettre aux dispositions du présent Code, en ce qui concerne le dépôt et la transcription, l'affichage et la publication de l'acte constitutif.

Les sociétés étrangères en nom collectif ou en commandite simple doivent déposer, dans le délai de 15 jours, à partir de la date de l'acte constitutif de la société un duplicata de l'acte constitutif, s'il est sous seing privé, ou une copie certifiée conforme à l'original, si l'acte est authentique, au greffe du tribunal de commerce dans la juridiction duquel elles veulent établir leur siège ou succursale, afin que ce duplicata ou extrait soit transcrit sur le registre des sociétés.

En même temps, les susdites sociétés sont obligées à déposer des extraits de l'acte constitutif contenant certaines conditions nécessaires — conform. art. 89 du Code comm. — à la formation du contrat social, pour être affichés dans la salle du tribunal, de la mairie et dans les locaux de la Bourse la plus proche (art. 91 C. com. et 238 C. com.).

La transcription et l'affichage seront faites à la suite d'une ordonnance présidentielle (loi 18 Mart., art. 84) (1).

(1) Art. 90, Cod. comm. Italien.

Un mois à partir du dépôt de l'acte constitutif au greffe du tribunal, un autre extrait de l'acte constitutif des sociétés en nom collectif et en commandite simple, pareil à celui exigé par l'article 91 C. comm., devra être publié, par l'insistance des administrateurs, dans le *Moniteur officiel* et dans le *Journal des annonces judiciaires* du lieu où la société a son siège, ses établissements ou ses représentantes (art. 238 et 94, C. comm.).

Toutes les formalités que nous venons d'énumérer et que les sociétés étrangères sont obligées de remplir, s'appliquent de même aux actes qui apportent une modification au pacte social (art. 238 et 96 C. comm.)

Une seconde publicité à laquelle sont soumises les sociétés étrangères, comme les sociétés nationales, est celle contenue dans la loi sur l'inscription des firmes du 18 mars 1884.

En vertu de l'article 10 de cette loi, toute société commerciale doit demander l'inscription de la firme sociale sur le registre du tribunal dans la circonscription duquel la société a son siège; et si la société a plusieurs succursales dans les divers districts de la Roumanie, l'inscription sera faite aussi aux tribunaux de ces divers districts.

(2) Art. 93, Cod. comm. Italien.

La demande d'inscription portera le nom et le domicile de tous les associés, la firme de la société, s'il y a des succursales, l'endroit où se trouve la résidence, l'époque à laquelle elle a commencé ou commencera à fonctionner, et si un ou tous les sociétaires représentent la société et souscrivent la firme sociale, le nom et le domicile de ceux qui la représentent et qui peuvent souscrire.

Comme dernière voie de publicité nous pouvons citer l'article 104 du Code de comm. aux termes duquel dans tout contrat intervenu dans l'intérêt de la société et dans tout acte, lettres, publication ou annonce, émanant d'une société, on devra montrer clairement le siège et le genre de la société.

Quant aux sociétés en commandite par actions et sociétés anonymes, le législateur roumain oblige leurs administrateurs à faire le dépôt de l'acte constitutif et des statuts de ces sociétés, dans le délai de 15 jours, — qui court à partir de la date du jugement qui a autorisé la constitution de la société —, au greffe du tribunal de commerce dans la circonscription duquel le siège de la société a été établi.

Le capital de la société en commandite par actions et anonyme sera désigné, indiqué dans ces actes d'après la somme effectivement versée et résultant du dernier bilan approuvé.

Ce qui veut dire que tous les ans on est obligé de rédiger un bilan, indiquant le capital dont la société dispose, et afin que le public le connaisse, la loi exige qu'il soit mentionné sur tous les actes émanant de la société.

La transcription et l'affichage de l'acte constitutif et des statuts dans les formes prescrites pour les autres espèces de sociétés, c'est-à-dire en nom collectif et en commandite simple, seront faites à la suite d'une ordonnance du tribunal rendue en Chambre de conseil, en présence du Procureur, du Ministère public.

L'acte constitutif et les statuts des sociétés en commandite par actions et anonymes seront publiés, par les soins des administrateurs, dans leur entier, les documents relatifs à la constitution de la société y annexés, dans le *Moniteur officiel* et dans le *Journal des annonces judiciaires* du lieu où la société a son siège, dans un délai d'un mois, à partir de la date de l'ordonnance du tribunal, prévu par l'article 92 C. com. (art. 98 et 238 C. com.)

Les noms des personnes qui dirigent ou administrent la succursale ou représentent autrement la société en Roumanie, à quelque titre que ce soit (art. 238 in fine), doivent être publiés au moyen du dépôt du mandat qui leur est conféré, au greffe du tribunal de commerce dans la juridiction duquel

est établi le siège ou la succursale (art. 238 et 93, 1^{er} al.)

Tous les actes qui modifient l'acte constitutif ou statuts doivent être déposés au greffe du tribunal de commerce, pour la vérification des conditions imposées par la loi et être transcrits, affichés et publiés dans les formes que nous avons citées (art. 238 et 96 C. comm.)

Enfin les administrateurs des sociétés par actions doivent, dans les dix jours qui suivent l'approbation du bilan, déposer une copie de celui-ci au tribunal de commerce en y joignant le rapport des censeurs et le procès-verbal de l'assemblée générale, pour qu'il en soit fait mention sur le registre des sociétés, et qu'on pourvoie à la publication du bilan dans le *Moniteur officiel* et dans le *Journal des annonces judiciaires* (art. 238 et 182 C. com.)

Responsabilité des administrateurs et directeurs des sièges et des succursales des sociétés.

Dans les sociétés en nom collectif et en commandite simple, les obligations sociales envers les tiers sont garanties par la responsabilité solidaire de ces personnes (art. 230, al. 1^{er} et 77, n^o 1 et n^o 2 et 106 C. com.)

En ce qui concerne les sociétés par actions nous

devons, du premier abord, relever la distinction faite par les textes de la loi :

Dans les sociétés en commandite par actions, les administrateurs qui sont en même temps commandités-associés, seront tenus solidairement de toutes les obligations par eux contractées (art. 114).

Dans les sociétés anonymes, les administrateurs n'encourent pas, en raison de leur administration une responsabilité personnelle pour les obligations sociales, car ils ne sont que des simples mandataires temporaires, et nous savons bien que les mandataires n'obligent que leur mandant; donc, comme tout associé, ils ne sont tenus envers les tiers que jusqu'à concurrence de leur part sociale, à moins qu'ils ne dépassent les limites de leur mandat, quand, ils seront responsables civilement, — responsabilité qui est illimitée et solidaire (art. 149 n^o 5) et pénalement (art. 265 C. comm.) — responsabilité qui consiste en une amende jusqu'à 5.000 fr., sauf les peines plus sévères prescrites par le Code pénal en cas de banqueroute simple ou frauduleuse, lorsque la société tombe en faillite et que la faillite est imputable aux administrateurs.

§ 2. — *Des conditions spéciales exigées aux sociétés étrangères par actions.*

Ces sociétés, malgré toutes les conditions que nous venons d'énumérer pour les sociétés en nom collectif et en commandite (art. 237-238 comb.), sont astreintes, en outre, à l'accomplissement d'autres obligations spéciales.

Elles devront, pour pouvoir s'établir un siège secondaire ou une représentation en Roumanie, obtenir d'abord la préalable autorisation du gouvernement roumain, qui ne pourra être accordée qu'après que la Chambre de commerce de Bucarest aura donné son avis; et, si la société s'avise d'établir son siège dans une ville autre que Bucarest, elle devra obtenir outre l'avis de la Chambre de commerce de Bucarest, celui de la Chambre de commerce de la ville où on veut établir le siège; ou celui de la Chambre de commerce la plus proche, lorsqu'il n'y en aura pas (art. 244).

La formalité de l'autorisation préalable imposée aux sociétés étrangères par actions est justifiée par le législateur roumain en vue de la considération que les sociétés nationales sont soumises à la même formalité et que si l'on ne l'exigeait pas des sociétés étrangères, il en résulterait un avantage pour celles-ci au détriment des sociétés roumaines.

La demande d'autorisation adressée au gouvernement doit être accompagnée des pièces suivantes : 1^o les statuts de la société en forme authentique, ainsi que tout acte prouvant l'existence légale de la société dans le pays où elle s'est constituée et une déclaration d'où il résulte qu'elle se soumet aux lois roumaines; 2^o d'un récépissé délivré par la caisse de dépôts et consignations constatant le versement d'un cautionnement fixé par le gouvernement pour garantir l'accomplissement des obligations que la société contractera dans le pays.

Ce cautionnement ne pourra pas être inférieur à 300.000 francs (1) et le gouvernement peut demander son augmentation jusqu'à concurrence du quart du capital social. Les conditions sont plus rigoureuses pour les sociétés d'assurances, car si elles embrassent plusieurs branches, chacune d'elles est tenue à verser une somme de 250.000 francs. Ces cautionnements sont exigés pour pouvoir dédommager d'abord les actionnaires et ensuite les créanciers du pays, et consisteront en effets publics du royaume, d'après le cours du jour où la consignation a été faite; ils seront déposés au nom de la société qui seule sera reconnue propriétaire.

(1) Modifié par la loi du 6 avril 1900.

3^o Une déclaration délivrée par la société, homologuée par l'autorité compétente du pays respectif, prouvant que le cautionnement servira pour garantir seulement les opérations conclues par les sociétés dans le pays (art. 245 C. com.).

A part les conditions que nous venons d'énumérer et celles que le gouvernement fixera d'après les circonstances, les sociétés étrangères par actions devront observer aussi les dispositions spéciales suivantes :

a) Elles doivent se choisir une des villes du pays comme domicile, où son représentant général gèrera toutes les opérations effectuées.

Ce représentant devra être confirmé par le gouvernement et à sa demande de confirmation il joindra une copie en forme authentique d'après sa procuration générale.

[La procuration ne contiendra d'autres pouvoirs que ceux attribués par les statuts à la direction centrale.

b) D'après l'importance de l'objet de la société, le gouvernement pourra demander, quand il jugera convenable, qu'un conseil d'administration soit constitué auprès du représentant de la société; ce conseil sera composé de deux membres, au moins, ayant leur domicile dans le pays et qui agira comme délégation de l'administration centrale de

la société et sera responsable, conformément aux statuts de la société et à la présente loi.

c) Les sociétés étrangères par actions devront publier à des époques fixes, qui ne peuvent, du reste, dépasser plus de trois mois, un bilan sur les opérations faites dans le pays, conformément aux prescriptions de la loi. De même elles seront obligées de soumettre au gouvernement, aussitôt après leur publication, les comptes rendus et les bilans qu'ils publieront au siège principal.

d) Le gouvernement pourra retirer l'autorisation donnée, observant les formalités prévues pour l'autorisation :

I. Quand, par toute circonstance, le capital de la société sera réduit à la moitié de la somme indiquée sur la demande d'autorisation.

II. Lorsque aussi le cautionnement déposé, conformément à l'art. 245, sera diminué, sans que la société l'ait complété pendant le délai de 30 jours.

III. Lorsqu'il sera établi que la société fait des opérations diverses de celles prévues dans l'acte de constitution.

e) Le cautionnement versé sera restitué seulement lorsqu'il sera prouvé que la société autorisée n'a plus aucun engagement dans le pays, où lorsqu'une société roumaine reconnue par le gouvernement, garantira non conditionnellement pour la

société étrangère qui exige le remboursement de son cautionnement.

f) Les actions des sociétés étrangères qui opèrent en Roumanie, ne peuvent être admises à la Bourse roumaine qu'à condition que les sociétés eussent fonctionné un an au moins dans le royaume, ayant publié le bilan pour chaque exercice respectif (Art. 246).

Nous pouvons donc donner comme principe établi — mais pas absolu à cause des restrictions que nous venons de faire voir — que les sociétés étrangères peuvent accomplir tous les actes et opérations qu'elles peuvent accomplir selon leurs statuts et loi.

Il n'est pas absolu de même, à cause des lois de police et de sûreté qui s'appliquent à tous ceux qui habitent le territoire, sans faire une distinction entre les individus et les sociétés ; car permettre aux sociétés étrangères d'invoquer leur qualité d'étrangère, c'est leur donner le moyen de se livrer à des opérations prohibées par la loi souveraine.

La restriction la plus importante est celle qui résulte des principes fondamentaux du droit roumain et auxquels l'art. 247 du Code de commerce fait allusion quand il dit que l'accomplissement des formalités et conditions exigées par les articles précédents soumettent les sociétés étrangères aux

mêmes conséquences légales établies pour les sociétés nationales sans qu'elles puissent obtenir d'autres droits en Roumanie que ceux reconnus aux étrangers par les lois et les règlements.

Par conséquent, les sociétés étrangères ne peuvent, en vertu de l'art. 7, § 5 de la constitution roumaine, acquérir des immeubles ruraux en Roumanie, car les étrangers sont privés de ce droit.

La teneur de l'art. 247 s'applique aussi aux sociétés qui fonctionnaient déjà dans le pays au moment de la promulgation du Code de 1887, mais la loi leur accorde un délai de trois mois pour se conformer aux dispositions du nouveau Code (art. 249).

Par suite ces sociétés, alors même que l'acte de concession leur permettait de faire des opérations immobilières en Roumanie, ne pourront plus acquérir des immeubles ruraux.

Les sociétés étrangères cesse d'instrumenter dans le pays lorsqu'elles n'accomplissent plus la condition de réciprocité exigée par l'art 237, al. 1^{er}; lorsque la société ou son représentant n'observera plus les principes essentiels de la loi qui régissent les sociétés indigènes et toutes les dispositions que nous avons énumérées relatives à la publicité, cautionnement... etc.

Le gouvernement qui peut réviser les opérations de ces sociétés, toutes les fois qu'il le juge utile, peut leur retirer l'autorisation.

L'autorisation peut aussi être retirée aux sociétés par actions par le gouvernement 1^o lorsque le capital d'actions de la société autorisée sera réduit, par toute circonstance, à la moitié de la somme indiquée au moment de la demande d'autorisation ; 2^o lorsque le cautionnement exigé par l'art. 245, serait diminué sans que la société l'ait complété dans un délai de 30 jours ; 3^e, lorsqu'il sera établi que la société fait d'autres opérations que celles arrêtées dans l'acte constitutif.

Le cautionnement ne peut être restitué que lorsqu'il sera établi que la société n'a plus d'obligations envers personne dans le pays, ou qu'une société reconnue comme valable par le gouvernement se portera garante d'une façon illimitée, pour la société étrangère qui demande la restitution du cautionnement.

Section II. — *Sociétés qui constituées à l'étranger ont dans le pays le siège et l'objet principal de leur entreprise* (art. 239, C. comm.).

Le législateur a été très sévère pour ces sociétés. Il a considéré le fait des fondateurs, d'aller cons-

tituer à l'étranger une société, destinée à avoir dans le pays le siège légal et le centre de l'exploitation, comme un moyen déguisé de rendre inefficace les dispositions de la loi roumaine.

Les formalités nécessaires à la constitution et au fonctionnement de ces sociétés sont très rigoureuses, car elles sont les mêmes qui gouvernent les sociétés nationales et en outre celles comprises sous la sections VIII relatives aux sociétés étrangères.

Voilà une société française, par exemple, qui s'est constituée légalement en France, observant strictement toutes les dispositions du Code de commerce, relatives à chaque espèce de société. Consentement de tous les associés, pour les sociétés en nom collectif, constaté dans un acte public ou sous signature privée, et celui-ci rédigé en autant d'originaux qu'il y a des parties ayant un intérêt distinct (art. 39, C. comm. ; 1325 C. civ. fr.)

Consentement de tous les associés, pour les sociétés en commandite simple ou par intérêt, constaté par un acte public, ou par un acte sous signature privée fait en autant d'originaux qu'il y a des parties ayant un intérêt distinct (art. 39 et 41 C. comm.) ; c'est-à-dire en autant d'originaux qu'il y a de commandites et de commanditaires.

Consentement de tous les associés, pour les socié-

tés en commandite par actions, constaté par acte public ou sous signature privée et celui-ci fait seulement en un double original, en vertu de la loi de 1867 qui a tranché une question autrefois controversée, en plus les conditions exigées par la loi de 1893 modifiant la loi de 1867 que nous indiquerons pour les sociétés anonymes.

Acte sous seing privé fait en double original, art. 21, l. de 1867, pour les sociétés anonymes.

1^o Le nombre de sept personnes exigé pour sa constitution.

2^o Le montant de ses actions, 25 francs ou 100 francs, suivant que le capital social n'excède pas ou excède 200.000 francs.

3^o Souscription intégrale du capital.

4^o Versement par chaque actionnaire d'au moins 25 francs par action si le taux des actions ne s'élève pas à 100 francs, et du quart de l'action par lui souscrites, si le taux des actions est de 100 francs et au-dessus
. etc. les mêmes que pour les sociétés en commandite par actions.

Si cette société française, bien que légalement constituée en France, veut établir en Roumanie son siège principal et le centre de ses exploitations, elle sera obligée de se soumettre aux dispositions de la loi roumaine pour la formation du contrat

de société, afin d'être considérée valablement constituée, et pour son fonctionnement elle subira en particulier les prescriptions de la section VIII relatives aux sociétés étrangères.

Ainsi le contrat de société devra être fait par acte écrit. (art. 88, al. 1^{er}, C. comm.)

L'acte constitutif de la société, si elle est en nom collectif et en commandite simple outre la date, doit contenir : le nom, le prénom ou la firme (sociale) commerciale et le domicile des associés ; la firme sociale et le siège de la société ; les associés qui signent pour la société ; l'objet de la société ; l'apport de chaque associé s'il est en numéraire, en créance ou en nature ; l'évaluation et le mode de l'évaluation ; la part de chaque associé aux bénéfices et aux pertes ; l'époque où la société doit commencer et celle où elle doit prendre fin (cesser).

Si au contraire la société est anonyme ou en commandite par actions, on ne pourra procéder à sa constitution avant la souscription intégrale du capital et le versement en argent par chaque associé des trois dixième de la part du capital consistant en numéraire, qui est représenté par son apport ou par les actions qu'il a souscrites (art. 132.)

Etant toujours anonyme ou en commandite par actions, son acte constitutif devra indiquer : la dénomination et le siège de la société, de ses établis-

sements et de ses représentations ; l'espèce et la nature des affaires qui constituent l'objet de la société ; le montant du capital souscrit et celui du capital versé ; les associés et leur domicile ou le nombre et la valeur nominale des actions avec l'indication si elles sont nominatives ou au porteur, si les actions nominatives peuvent être converties en actions au porteur et vice-versa, l'échéance et les sommes des versements que doivent faire les associés ou les actionnaires ; la valeur des créances ou des biens mis en société ; la manière de préparer les bilans, de calculer et partager les bénéfices ; les avantages ou les droits accordés aux fondateurs ; le nombre des administrateurs, leurs droits et obligations portant l'indication de ceux qui signent pour la société ; et dans la société en commandite par actions le nom, le prénom et le domicile des commandites ; le nombre des censeurs ; les pouvoirs de l'assemblée générale, les conditions pour la validité de ses délibérations et pour l'exercice du droit de vote, si on n'avait convenu de déroger à cet égard aux dispositions des art. 158, 159 et 160 C. comm.) ; l'époque où la société commence et celle où elle cesse.

Malgré toutes ces encombrantes formalités l'acte constitutif doit indiquer en outre les documents contenant les souscriptions des associés et la preuve

du premier versement, conformément à l'art. 134 C. comm., c'est-à-dire à la caisse de dépôts et consignations, aux caisses générales des districts pour le compte de la susdite caisse, à la Banque Nationale ou chez ses succursales.

Pour que la société anonyme soit valable elle doit réunir un nombre de sept associés (Com. 77 ; Fr. 23).

Elle est administrée par un ou plusieurs mandataires temporaires, révocables, associés ou non. L'unique administrateur ou au moins la moitié plus un du nombre d'administrateurs seront roumains (art. 122)(1) ; il ne s'obligent pas personnellement pour les affaires sociales, cependant ils répondent de l'exécution de leur mandat et de ce qui découle des obligations imposées par la loi.

Les administrateurs ne peuvent accomplir d'autres opérations que celles expressément indiquées dans l'acte constitutif ; s'ils passent outre ils sont responsables tant envers les tiers qu'envers la société.

Chacun d'eux doit donner, pour sa gestion, une garantie qui représente $\frac{1}{100}$ du capital social, sans pourtant que cette garantie soit inférieure à 8.000 fr.

(1) Modifié par la loi de 1900.

On peut stipuler dans l'acte constitutif que la garantie ne dépasse 15.000 fr. lorsque le capital de la société est de 5.000.000 au plus, ou 30.000 fr. lorsqu'il est supérieur à 5.000.000.

Cette garantie pourra être constituée en numéraire, en effets publics, ou en actions de la société, au cours de leur valeur nominale et sera effectuée par le dépôt des actions dans la caisse de la société, pourvu que l'acte constitutif et l'assemblée générale n'ait pas désigné un autre endroit.

Si les actions déposées sont au porteur, elles seront converties en actions nominatives et de toute façon on fera mention sur le registre des actions, qu'elles servent de garantie.

Si le capital social n'est pas divisé en actions et si l'acte constitutif ne détermine pas la manière de fournir la garantie, le tribunal commercial y procède. (Tribunal civil dit l'article respectif italien).

Pour cette espèce de société par actions qui veut établir son siège principal et le centre de ses exploitations dans le pays roumain, les formalités pour obtenir l'autorisation sont plus nombreuses.

La société ne pourra être constituée qu'avec l'autorisation du Tribunal commercial respectif, qui sera obtenue à la suite d'une demande adressée par les fondateurs.

On joindra à la demande l'acte constitutif et les statuts de la société; les actes prouvent que le capital a été intégralement souscrit et que le versement en numéraire de chaque actionnaire a été au moins les trois dixièmes du montant des sommes des actions par lui souscrites; des procès-verbaux et d'autres pièces qui constatent les délibérations et les décisions prises par la première assemblée générale; les titres de propriété, quand l'apport a été immobilier et le certificat du tribunal où sont situés les immeubles, indiquant les charges qui les grèvent, un inventaire complet en double exemplaire, descriptif et estimatif, des meubles et immeubles mis en société,

Le tribunal, après avoir obtenu l'avis de la Chambre de commerce sur l'utilité de l'entreprise, sur la moralité des fondateurs et administrateurs, sur l'exactitude de l'inventaire, l'estimation de biens meubles et immeubles, mis en société et après avoir vérifié si les conditions de la loi pour la constitution de la société ont été accomplis, en séance publique, ouï le ministère public et les représentants de la société, admet ou non la demande d'autorisation ou indique (1) les modifications qui devront être apportées aux statuts.

(1) Loi 29 oct. 1877.

La décision du tribunal à cet égard est susceptible d'appel, le délai étant de 15 jours à partir de sa prononciation.

La Cour d'appel statuera sans recours en cassation, au maximum dans un mois, courant du jour où l'appel a été interjeté, ouï les représentants de la société et le ministère public dans ses conclusions.

De même que les sociétés nationales en nom collectif et en commandite simple, la société en nom collectif et en commandite simple constituée à l'étranger et ayant en Roumanie son siège et l'objet principal de l'entreprise, doit déposer et publier seulement un extrait de son acte constitutif dans les quinze jours de sa date, au greffe du tribunal de commerce, dans la juridiction duquel les associés entendent placer leur principal établissement, ainsi que la transcription, l'affichage et la publication de ce même acte (art. 239, 288, et 91).

Si cette même société fonde en Roumanie des établissements ou des succursales, le mandat conféré au représentant doit être déposé, transcrit et affiché, dans les formes établies par l'article 91 C. comm., au greffe du tribunal de commerce, dans la juridiction duquel est placée la succursale (art. 93).

Lorsque, par contre, la société constituée à l'étranger, mais ayant son siège et son centre

d'exploitation en Roumanie, est anonyme ou en commandite par actions elle doit déposer en entier son acte constitutif et ses statuts dans les quinze jours de leur date, au greffe du tribunal de commerce, dans la juridiction duquel elle fixe son siège. La transcription et l'affichage sont ordonnés par le tribunal en chambre du conseil (art. 239 et 92).

Si cette société fonde des établissements secondaires, elle doit déposer, pour être transcrit et affiché, le procès-verbal de la délibération relative à l'institution de ces établissements ou de ces succursales, avant que cette délibération soit exécutée.

Ce dépôt doit être fait au tribunal de commerce dans la juridiction duquel est établi le siège principal de la société et à ceux dans la juridiction desquels sont fondés les établissements secondaires.

Sanction de l'inaccomplissement des formalités exposées.

Si les conditions pour la formation du contrat, pour le dépôt et la publication de l'acte constitutif et des statuts, exigées par la loi (art. 88, 91, 94, 95, C. com.) n'ont pas été remplies, la société n'est pas légalement constituée, mais elle n'est pas nulle, elle n'est qu'annulable.

Les associés, les fondateurs, les administrateurs et tous ceux qui avant la constitution de la société agissent en son nom, prennent une responsabilité

solidaire et illimitée pour toutes les obligations qu'ils contractent.

Nous avons dit que la société n'est pas nulle et la vérité ressort du texte de l'article 99. C. com., d'où il résulte qu'à défaut d'acte écrit (art. 88) et des publications exigés par les articles sus énumérés, pour les sociétés en nom collectif et en commandite simple, chaque associé a le droit de demander la dissolution de la société, ce qui veut dire qu'elle pouvait continuer si nul d'entre eux ne s'avisait d'exiger sa dissolution. Les effets de la dissolution commencent à courir du jour de la demande.

Le défaut de toutes les formalités que nous venons de citer ne peut être opposé par les associés qu'aux autres coassociés, mais pas aux tiers.

Dans les sociétés en commandite par actions et anonymes les souscripteurs des actions peuvent demander d'être libérés de l'obligation qui découle de leur souscription si trois mois se sont écoulés depuis l'expiration du délai de 15 jours prévu par l'article 92 pour le dépôt de l'acte constitutif et lorsque ce dépôt n'a pas été effectué.

Les modifications apportées à l'acte constitutif ou aux statuts de toute espèce de société n'ont aucun pouvoir si elles n'ont pas été transcrites et publiées, conformément à l'article 96 C. Com.

Si les formalités de dépôt et de publication ont été remplies, mais tardivement, la responsabilité illimitée des associés, des fondateurs et de tous ceux qui opéraient au nom de la société avant l'accomplissement des formalités, prend fin ; et c'est la société qui désormais sera responsable envers les tiers des obligations qui ont été conclues pour son compte et en son nom.

Les associés en nom collectif ou en commandite simple ne pourront plus demander la dissolution et l'actionnaire d'être libéré de l'obligation dérivant de sa souscription. Les tiers qui avaient contracté avec la société avant sa validation, ne sont pas dans la même situation, ils ont le droit de demander la continuation de la société, et de considérer comme obligés *in solidum et in infinitum*, les associés, les fondateurs, les administrateurs... etc.

Si, dans les sociétés en commandite par actions ou anonymes, le dépôt de l'acte constitutif de leurs statuts, des actes modifiant ceux-ci, des situations mensuelles et des bilans, n'a pas été fait au greffe du tribunal civil ou celui de commerce, d'après les circonstances, dans le délai fixé, ou il a été fait d'une manière incomplète, chacun de ceux tenus à le faire ou de le faire faire, sera puni d'une amende qui peut s'élever jusqu'à 50 francs pour chaque jour de retard ; en cas de faillite de la société ils

sont punis, pour l'ommission de la publication des actes indiqués, des peines de la banqueroute simple (art. 876).

Les sociétés étrangères qui n'accomplissent les formalités de publication du nom des personnes qui dirigent ou administrent les sièges, ou représentent autrement la société dans le pays (art. 238) subissent les mêmes effets que ceux pour l'accomplissement des formalités de dépôt, publication de l'acte constitutif et des statuts. Ces personnes ont la même responsabilité envers les tiers que les administrateurs des sociétés nationales, c'est-à-dire elles ne sont pas personnellement et solidairement responsables de toutes les obligations sociales, mais seulement de ceux résultant de leurs exercices et de leurs fonctions dans le pays.

Section III. — *Sociétés étrangères d'une autre nature que celles reconnues par le Code roumain.*

Nous avons vu que les différentes espèces de sociétés commerciales, en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions et anonymes étrangères — prévues par la loi — sont admises, sous toutes les hypothèses citées, à instrumenter dans le pays roumain, pourvu

qu'elles remplissent les dispositions légales qui les concernent.

Le législateur roumain prévoyant le cas où des sociétés; d'une autre forme que celles établies par l'article 77, pourrait venir opérer en Roumanie, les a textuellement réglées en les soumettant pour certaines formalités aux dispositions appliquées aux sociétés par actions.

Ainsi, d'après l'art. 238 (al. 3) *in fine* : Si les sociétés étrangères sont d'une espèce différente de celles prévues par l'art. 77, elles seront soumises à l'accomplissement des formalités prescrites pour le dépôt et la publication de l'acte constitutif et des statuts des sociétés par actions et toutes les dispositions de la présente section relatives aux mêmes sociétés leur sont applicables.

Elles ont été assimilées aux sociétés par actions et partant soumises aux mêmes formalités, parce que celles-ci présentent la plus grande garantie pour les créanciers roumains de la société et de tous ce qui auront des intérêts à faire valoir contre elles.

Section IV. — *Sociétés étrangères non autorisées qui font dans le pays des opérations accidentelles et qui veulent poursuivre devant les tribunaux roumains l'exécution de leurs contrats.*

Il ne nous reste plus, maintenant, que d'examiner ce genre de société étrangère qui constituée à l'étranger, non autorisée sur le territoire roumain, elle y a établi une succursale sans se conformer aux dispositions de la loi à son égard et y fait des opérations.

Est-elle une société en nom collectif ou en commandite simple, la difficulté n'existe pas, car cette espèce de société a un statut personnel qui la suit partout où elle va et aucun principes d'ordre public ne s'oppose à son admission. La seule condition qu'on lui exige est de prouver qu'elle est légalement constituée.

Est-elle, au contraire, une société en commandite par actions ou anonyme — et nous prendrons celle-ci comme type pour répondre aux questions que nous allons poser — la réponse à donner est plus délicate et d'autant plus que la loi a été très sévère pour elle.

Ici, on semble revenir aux principes généraux, qui gouvernent la matière des contrats, en accordant une large part d'influence à la convention et

en restreignant le domaine des prescriptions légales. De plus, l'être moral se rattache moins au lieu où est fixé le siège social, qu'aux personnes des associés; son sort est solidaire de celui de ces derniers, puisqu'il va les suivre dans leur retraite, subir les mêmes déchéances.

C'est là un raisonnement dont la justesse apparente n'a pas échappé à M. Brocher.

Il s'en est inspiré visiblement dans la solution qu'il laisse entrevoir : « Bien que ne se confondant pas avec le corps moral dont ils font partie, les associés sont plus en évidence dans les sociétés en nom collectif ou en commandite ordinaire. Faire complètement abstraction de leur nationalité, paraît difficile; ne peut-elle pas, si elle est la même pour tous, se communiquer à la société dont ils sont le plus puissant élément de vie? Devrait-on considérer comme française une société en nom collectif que deux frères étrangers fonderaient ou transporteraient en France. Les exigences d'une logique rigoureuse devraient-elles conduire jusque là?

Nous aurions de la peine à le croire. Nous sommes manifestement ici en dehors des voies tracées par les textes; il y a des lacunes à combler; n'est-il pas naturel d'en rechercher les moyens dans les éléments véritablement vitaux, au lieu de

pousser la faction jusqu'au delà des limites que la nature des choses paraît lui imposer ? » (1). Cette argumentation a été consacrée par une décision du tribunal de la Seine (2).

Voilà donc une société française par actions, une société anonyme, constituée en France et qui, sans avoir obtenu l'autorisation du gouvernement roumain, établit sur le territoire roumain sa succursale et fait des opérations.

a) A-t-elle une existence légale en Roumanie?

b) Peut-elle faire des opérations accidentelles et poursuivre leurs exécutions devant nos tribunaux?

Cette société anonyme constituée à l'étranger, tant qu'elle n'a pas accompli les prescriptions du Code de commerce, conformément aux articles 237 et 239 C. com., n'a pas une existence légale en Roumanie, comme privée de personnalité juridique et par conséquent impuissante à ester en justice.

(1) Brocher, Cours de Droit international privé, t. I, pp. 194 et 195.

(2) Trib. Seine, 26 mai 1884, Journ. Clunet, 1885, p. 192; Revue critique, 1885, p. 603; *Sir.* 1882, 2, 89. — Aussi Paris, 24 déc. 1864. Bulletin de la Cour de Paris, 1865, p. 485. — Adde Trib. Périgueux, 6 août 1891, Journal Clunet, 1891, p. 1183; Revue pratique de Droit intern. privé, 1892, 1^{re} p., p. 30.

Le législateur roumain, dans le but d'encourager et de stimuler l'esprit d'association chez les nationaux, a organisé un régime spécial, en ce qui concerne l'existence et le fonctionnement des sociétés anonymes étrangères en Roumanie; il a pris des mesures de précaution dans l'intérêt de ceux qui entreront en relations avec ce genre de société dans le cas où elles voudront s'établir un siège permanent d'affaires dans le pays, ou notamment lorsqu'elles ne seront que de passage.

Ainsi voulant protéger les créanciers roumains de cette société, il lui impose un cautionnement qui servira à désintéresser ceux-ci; car autrement les créanciers, tout ayant gain de cause, n'auraient trouvé de quoi être désintéressé, étant donné que le Code de procédure civile a supprimé la *cautio judicatum solvi*.

Somme toute les prescriptions de l'art. 239 C. com. auxquelles le législateur roumain a subordonné les sociétés étrangères pour pouvoir fonctionner, ont été organisées dans le but de les empêcher de choisir comme centre d'exploitation la Roumanie et pour éluder les dispositions de ses lois, aller se constituer dans un autre pays où le régime sera moins rigoureux.

Si, étayée sur ce que la Cour de cassation rou-

maine (1) a répondu à l'égard de la Banque de Roumanie, dont on contestait le droit d'acquérir des immeubles en Roumanie, disant qu'on avait commis une erreur de fait et partant qu'on avait mal interprété l'art. 7, §5, de la Constitution, car la nationalité d'une société se détermine d'après le lieu où elle a le siège et l'objet principal de ses entreprises (cette société ayant tant le siège que l'exploitation dans le pays), s'avisait de répondre qu'ayant le principal établissement et l'objet de son entreprise dans le pays, peut se considérer roumaine : que déciderions-nous ?

Elle ne pourra prétendre à sa qualité de personne juridique, car elle n'a pas accompli les conditions exigées par le Code de commerce pour être valablement constituée en société anonyme.

Si, par contre, d'après le siège de son administration, elle était considérée comme société étrangère, l'existence de sa personnalité morale finira à la frontière de la Roumanie (2) et ne peut plus invoquer le bénéfice de l'art. 237 C. com., parce qu'elle n'a pas établi son siège secondaire dans le pays ; ni le bénéfice de l'art. 239 C. com.,

(1) Cass., II, 147, 89 Bul., p. 431.

(2) Cass., civil, section III, B, 1906, p. 390.

parce qu'elle n'a pas répondu aux exigences de ce texte de loi.

Lorsque la société fait des opérations accidentelles nous nous sommes demandé si elle peut poursuivre leur exécution devant nos tribunaux ?

Pour répondre à la question, il faut envisager deux hypothèses, savoir :

a) l'opération conclue, constitue-elle un acte isolé ;

b) l'opération conclue fait, partie d'une série d'actes de son entreprise d'exploitation sur le territoire roumain.

Si elle constitue un acte isolé, il n'y a pas de doute, la société peut ester devant les instances de tous les tribunaux roumains, et elle ne se met pas en conflit avec les dispositions de l'art. 237, C. com. et suiv., car les dispositions de ceux-ci concernent les conditions que les sociétés étrangères par actions doivent accomplir pour s'établir une succursale, un siège principal, un centre permanent d'opérations en Roumanie ; mais elles ne concernent nullement la validité des actes isolés que ces sociétés peuvent faire par hasard avec les Roumains.

Dire que cette société étrangère n'étant pas reconnue par l'État roumain, ne peut avoir une existence légale et par conséquent ne peut faire aucun acte valable en Roumanie, ce n'est que par-

ler; car si elle ne peut invoquer les droits d'une personne morale, elle saura être considérée comme société de fait, responsable des obligations contractées par ses administrateurs et autres personnes qui agissent en son nom.

Décider autrement, il serait contraire à tout principe de droit et d'équité d'admettre au profit de cette société un moyen de se décharger de ses obligations, par l'inaccomplissement des conditions exigées par la loi dans l'intérêt des Roumains (1).

Si l'opération fait partie d'une série d'actes de son entreprise, la société ne pourra ester en justice, n'ayant pas respecté les dispositions légales sur les sociétés étrangères, que nous avons exposées.

La question de savoir si la convention conclue constitue un acte isolé, ou elle fait partie d'une série d'actes de son entreprise d'exploitation sur le territoire roumain, constitue une question de fait, dont la solution appartient souverainement aux instances de fond.

Les juges examineront les statuts de la société et établiront en fait si la société s'est constituée à l'é-

(1) Même manière de voir de la jurisprudence, Bulletin, 1904, p. 412.

tranger en vue d'exploiter sur le territoire roumain (exploit de forêts, par ex.) et que, faisant ce genre d'opérations celui-ci a été son but, et qu'en conséquence l'acte déduit en justice fait partie de cette série d'entreprises qu'elle poursuit.

Les personnes qui ont fait des opérations pour le compte de pareilles sociétés, seront responsables des dommages causés à l'État par leurs opérations et soumises aux peines prévues par l'article 323 du Code pénal.

En France depuis 1863, la jurisprudence fait la même distinction à l'égard des sociétés non reconnues : elle leur refuse le droit de plaider comme demanderesses (1), mais elle permet de les citer devant les tribunaux français en qualité de défenderesses (2), car ce sont des sociétés inexistantes en droit, mais ayant une existence de fait suffisante pour qu'elles soient déclarées responsables de leurs engagements vis-à-vis des tiers.

(1) Orléans, 19 mai 1860, Cass., 1^{er} août 1860, S. 60, 4, 865.

(2) Arrêt célèbre du 19 mai 1863. (*Sir.* 1863, p. 353, cassant un arrêt de la Cour de Rennes du 26 juin 1862, rendu en faveur de la société anglo-française de Saint-Gaudens défenderesse; Rouen, 23 novembre 1863, S. 63, 2, 268; Paris, 9 mai 1865; Amiens, 2 mars 1865, S. 65, 2, 210.

On a critiqué (1) cette distinction faite par la jurisprudence et on dit : l'existence d'une société est entière ou elle n'est pas ; si on donne aux sociétés non reconnues le droit d'ester en justice comme défenderesses, on leur accorde par cela même l'existence en France et on doit leur permettre de plaider en qualité de demanderesses ; si au contraire on leur refuse l'existence, il faut pour être logique les déclarer incapables d'agir en justice même comme défenderesses. — Certaines Cours d'appels (2), avant 1863, avaient consacré cette dernière doctrine dans leurs arrêts en décidant qu'inhabiles à intenter une action, ces sociétés étaient également inhabiles à défendre aux actions dirigées contre elles et ces Cours jugèrent qu'on ne pouvait valablement assigner devant les tribunaux français des sociétés étrangères non reconnues par les lois françaises.

Cette critique a été réfutée et un des arguments sur lequel on s'est appuyé fut le suivant : les sociétés étrangères d'après ce système formeraient une seule catégorie si on les regarde comme existentes

(1) Ballot. *Revue pratique de dr. français*, t. XVII, p. 90 et suiv.

(2) Aix, 17 janvier 1861, S. 61, 2, 333 ; Paris, 15 mai 1863, S. 63, 1, 353 en note ; Rouen, 5 décembre 1862 ; Lyon, 8 janvier 1863.

quoique non reconnues par les lois françaises et alors on se demande pourquoi le législateur les a classées en sociétés reconnues et sociétés non reconnues, vu qu'il n'y a aucun avantage pour elles d'appartenir à l'une plutôt qu'à l'autre de ces deux classes. Pour comprendre cette distinction établie par la loi française, il faut admettre que les sociétés reconnues ont seules une existence légale et si alors refusant la vie aux sociétés non reconnues on les déclare incapables de figurer dans un procès comme défenderesses, on aboutit à une iniquité, une société échappera à l'exécution de ses obligations en invoquant son incapacité qui provient de l'inobservation de la loi française.

Un autre partisan du système de la Cour, de cass. franç., qui est en même sens que celui de la Cour de cassation roumaine le défend en affirmant : « Nous ne dénions pas l'existence à cette société, nous lui dénions le droit de manifester cette existence, nous lui dénions le droit d'opérer en France ; et si elle ne peut poursuivre, elle ne saurait par contre se prévaloir de sa négligence ou de sa fraude en opérant en France pour ainsi dire en contrebande.

Elle est frappée d'une incapacité qui a été établie contre elle et qu'elle ne saurait invoquer. » (1)

(1) V. Lescœur. Essai historique et critique sur la législation des soc. commerciales, n° 150.

CHAPITRE IV

LES MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LA LOI DU
6 AVRIL 1900 AUX DISPOSITIONS DU CODE DE
COMMERCE DE 1887 QUI RÉGISSENT LES SOCIÉTÉS
ÉTRANGÈRES.

Dans les derniers temps une foule de critiques s'est déchaînée sur le Code de commerce tel qu'il était voté en 1887 et notamment le mécontentement visait les rigoureuses dispositions qui concernent les sociétés étrangères, dispositions qui avaient pour effet de rendre leur sort précaire.

On invoquait, pour légitimer ces affirmations, le fait de la minime différence, qu'on constate dans la grande majorité de centres civilisés, entre les sociétés étrangères et les sociétés nationales, et, ce qui était plus grave, de fermer la porte aux capitaux étrangers.

Quelques dispositions de la loi commerciale, art. 114; art. 122; art. 185, qui faisaient insurger les Roumains dans l'administration de capitaux étrangers; l'art. 245 C. com., en vertu duquel les

sociétés étrangères étaient obligées de verser un cautionnement, ont acculé les capitaux étrangers de partir et de s'employer ailleurs.

L'idée par laquelle le législateur roumain fut conduit de nationaliser le conseil d'administration des sociétés étrangères, — car exiger que l'unique administrateur ou la moitié plus un du nombre des administrateurs soient roumains, ce n'est que de le nationaliser, — c'était de se conformer aux prescriptions de l'art. 7, § 5 de la Constitution qui défend aux étrangers d'acquérir des immeubles en Roumanie.

Faible prévoyance, car rien n'était plus facile aux sociétés étrangères — pour rendre inefficaces les dispositions de la loi — que de se constituer en société par actions, par exemple, dans leurs pays et de commanditer des Roumains pour administrer la société fondée pour opérer en Roumanie.

La société sera administrée de fait par les étrangers, même de l'étranger.

Ce ne fut que la précipitation des événements hors la volonté humaine, qui fit apercevoir le défaut de ce système d'exclusion des capitaux étrangers.

La crise économique de 1899, résultat des désastreuses récoltes, ravagées par la fureur des saisons, par la sécheresse ou la surabondance de pluies, a

été décisive pour le remaniement de la législation commerciale.

L'agriculture, qui concentre presque toute l'activité du peuple roumain, étant ainsi frappée eut pour suite la paralysie de la vie économique entière.

Le manque d'exportation, dû à l'insuffisance de la récolte, a jeté le trouble dans toutes les branches de la vie.

Il ne restait plus qu'à se tourner vers l'industrie, or celle-ci, à peine en formation, montrait une fois de plus la pénurie des capitaux nationaux et la nécessité de ceux étrangers.

D'une part, en présence de l'abîme vers lequel le pays se précipitait, forcé d'augmenter la dette publique par des emprunts très onéreux, pour pouvoir vivre; d'autre part, conscient de la lourde et triste situation qu'on créait aux générations futures : le gouvernement déposait, le 4 mars 1900, un projet de loi tendant à la modification de quelques dispositions du Code de commerce.

Le projet fut voté les 6 et 7 mars au Sénat et le 15 mars par la Chambre des députés et constitue la loi promulguée le 6 avril 1900. La première modification porte sur l'art. 114 et 122 (C. com.) où au lieu d'une majorité absolue des Roumains dans le conseil d'administration des sociétés étran-

gères d'après les textes anciens, la nouvelle loi de 1900 exige qu'un tiers du conseil d'administration seront Roumains.

Mais si la société a pour objet d'acquérir des immeubles ruraux, les textes des anciens articles leurs sont applicables.

Que cette disposition qui patronne la composition du conseil d'administration ne se trouve guère dans aucun pays, car elle ne correspond à aucun besoin, nous n'en doutons pas; mais en Roumanie, elle a relativement sa raison d'être, car la supprimer ce serait une non constitutionalité.

La seconde modification que la nouvelle loi a apportée est celle de la réduction du cautionnement qu'en vertu de l'art. 245 C. com. anc. devait être de 300.000 francs et qui actuellement n'est que de 100.000 francs pour les sociétés ordinaires, le gouvernement ayant toujours le droit de demander l'augmentation jusqu'à un quart du capital social.

Le cautionnement de 250.000 francs exigés par l'ancienne loi aux sociétés d'assurances est maintenu par la nouvelle.

Le législateur ne voyait qu'un seul intérêt ; celui d'attirer dans le pays des sociétés qui pouvaient apporter un capital et non celles qui pouvaient en prendre.

Or les sociétés d'assurances faisant toutes leurs

opérations avec le capital roumain, versé sous forme de primes, n'étaient pas forcées d'apporter aucun capital étranger, et c'est bien pour cette raison là qu'elles sont restées sous les dispositions de l'ancienne législation.

Le cautionnement est entièrement supprimé pour les sociétés qui créeront des établissements industriels ou exploiteront des voies de communications, pour les sociétés minières et pour les banques qui feront des opérations financières de crédit, car étant liées au pays par leurs entreprises favorisent son développement économique et apportant un capital considérable, nécessaire aux entreprises, celui-ci sera une garantie suffisante pour l'exécution de toutes leurs obligations.

Une autre modification tout aussi importante que les autres est celle de l'art. 246 C. com. qui présentait une grosse lacune, qui était une anomalie.

En vérité, d'après l'al. 4 de cet article : *Le gouvernement peut retirer aux sociétés l'autorisation, d'après les formes prescrites pour la leur accorder*; or, si cette disposition est assez compréhensible pour les sociétés étrangères qui veulent établir en Roumanie une succursale et doivent être autorisées par le gouvernement, il n'en est plus de même pour les sociétés, qui constituées à l'étranger, établissent en Roumanie leur siège principal et qui

doivent obtenir, outre l'autorisation du gouvernement celle du tribunal de commerce.

La loi soumet ces sociétés à un tas de formalités pour obtenir l'autorisation, et l'art. 138 dit : « le tribunal après avoir vérifié si les conditions exigées par la loi pour la constitution légale de la société, ont été accomplies, en séance publique, ouï le ministère public et les représentants de la société, accorde ou non l'autorisation, ou indique les modifications qui s'imposent... » L'autorisation une fois accordée, pour quelle raison peut-elle être retirée sinon pour l'inaccomplissement des formalités exigées par la loi ?

Et logiquement cette compétence revient au tribunal et nullement au gouvernement.

La loi de 1900 a enrayé cette anomalie que nous venons de démontrer en rédigeant l'art. 246 de la manière suivante : « Le gouvernement pourra, par le ministère public, demander au tribunal de commerce de retirer l'autorisation dans les cas suivants... » (les mêmes cas indiqués par l'art. 246 C. com. ancien, auxquels on a ajouté ceux prévus par l'ancien art. 248 supprimé, et en y introduisant ce qui se sous-entendait : « Lorsque la société a cessé d'exister dans son pays d'origine »).

CHAPITRE V.

RÉGIME FISCAL AUQUEL SONT SOUMISES LES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN ROUMANIE

C'est un principe fondamental du droit des gens que les lois fiscales, les lois d'impôts sont réelles, ce qui veut dire que leur application s'étend à tous les biens qui se trouvent sur un territoire, en même temps, d'ailleurs, qu'elles se limitent à eux.

Le principe de la souveraineté des États s'oppose à ce que le recouvrement de l'impôt se poursuive en dehors du pays à qui il est dû.

Aussi il n'y a pas lieu d'être surpris que les sociétés étrangères soient frappées par nos lois fiscales à l'occasion des affaires qu'elles font dans notre pays ou de la circulation de leurs titres en Roumanie.

Ainsi elles doivent payer la patente (loi du 23 décembre 1899), la taxe de timbre et d'enregistrement, les mêmes que les sociétés nationales.

L'évolution fiscale pour la patente a commencé par la loi du 27 mars 1863, elle s'est continuée

par la loi modificative de 1877 ; celle de 1882 ; celle de 1892 et par celle de 1896 (celle-ci ayant abrogé toutes les dispositions des lois précédentes, qui seront contraires aux siennes.

La patente est composée d'un droit fixe qui se détermine d'après un tarif établi par la loi et d'un droit proportionnel qui pour les sociétés, au lieu de se déterminer d'après la valeur locative comme pour les commerçants, est remplacé par une taxe de 5 0/0 du revenu net.

En vérité, d'après l'art. 3 de la loi du 23 décembre 1899 dans la patente des sociétés par actions anonymes ou en commandite, qui feraient des opérations de banque ou d'échange, ou qui exerceront un commerce ou une industrie, le droit proportionnel d'après la valeur sera locative remplacé par une taxe de 5 0/0 du revenu net, tel que le bilan de ces sociétés le constate pour l'année qui précède l'imposition.

Et par revenu net on entend celui qui est distribué sous une forme ou autre aux actionnaires, au fond de réserve, à la direction ou au conseil d'administration.

Lorsque la société par actions, anonymes ou en commandites, a des succursales dans les différents districts de la Roumanie, ces succursales seront imposées seulement à la patente fixe de première

classe du tarif et seront dispensées du droit proportionnel. Quand, au contraire, elles n'ont sur notre territoire ni agence, ni succursale, ni comptoir, elles ne seront pas assujetties à cet impôt, car en pareil cas, la base même du droit proportionnel de patente, qui est la valeur locative de la maison d'habitation et de tous les locaux destinés à l'exercice de l'industrie ou du commerce fait complètement défaut.

Indépendamment des impôts qui s'appliquent aux actions et aux obligations des sociétés étrangères, il n'y a pas d'autre auxquels sont soumises ces sociétés elles-mêmes, comme par exemple l'impôt foncier.

Et cet impôt ne leur est pas applicable parce qu'elles ne sont pas propriétaires d'immeubles, n'ayant pas le droit d'en acquérir en Roumanie.

En dehors du droit de patente, les sociétés étrangères sont soumises avec juste raison aux taxes qui frappent les sociétés roumaines, lorsque leurs titres circulent en Roumanie.

Les sociétés étrangères doivent payer :

1^o *Le droit de timbre* (loi du 31 juillet 1884).

D'après l'art. 28, toutes les actions, les obligations et les coupons des sociétés étrangères sont soumis à la taxe du timbre proportionnel de 0.10 pour 100 francs.

La taxe sur les coupons pourra être perçue à l'aide d'un abonnement fait entre l'administration et la société estimée d'après le montant total des coupons.

2^o *Le droit de transmission* (même loi)

Toutes les actions et obligations des sociétés étrangères qui sont négociées en Roumanie seront soumises à la même taxe.

Le paiement de la taxe sera fait avant la négociation.

La taxe de timbre sur les coupons sera perçue successivement et en proportion de la somme des coupons devenues exigibles, mais avant le paiement des coupons, sous peine de l'art. 65 même loi c'est-à-dire, une amende de 10 0/0 de la valeur de ces actes.

CONCLUSION

VICES DE LA LÉGISLATION ACTUELLE SUR LES
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES. — RÉFORMES QU'ON DOIT
Y APPORTER.

Bien que la dernière loi de 1900 ait élargit sensiblement les dispositions étroites du Code de commerce de 1877, qui empêchaient les sociétés étrangères de s'établir en Roumanie, cependant quelques articles qui formaient l'objet des critiques les plus véhémentes, n'ont pas été touchés.

Notre Etat compte parmi ceux dans lesquels l'autorisation préalable est indispensable aux sociétés par actions. Donc, en vertu du principe que nous avons posé, appartiendront à la nationalité roumaine les seules sociétés de ce genre qui auront acquis une existence légale « au moyen d'un acte de fondation approuvé par l'autorité romaine ».

D'où il résulte que les Compagnies auxquelles la

personnalité juridique aura été attribuée par l'autorité étrangère, seront elles-mêmes étrangères.

Eh bien, le nouveau Code de 1877 tient pour non avenue cette approbation émanant d'une autre puissance et exige une autre autorisation conférée par le Tribunal de commerce roumain (art. 138, C. com.), si la société établit en Roumanie le siège de son activité matérielle car, en pareil cas, la société, bien que formée au dehors, doit se conformer, même pour la validité de son acte de constitution, aux règles du Code roumain.

C'est ce qui résulte de l'art. 239, ainsi conçu : « Les sociétés qui, malgré leur constitution à l'étranger, ont en Roumanie le siège et l'objet principal de leur entreprise, seront soumises même pour la forme et la validité de leur acte constitutif, bien que rédigé à l'étranger, à toutes les dispositions du présent Code; elles devront aussi accomplir les prescriptions de la présente section (1) pour pouvoir fonctionner dans le pays ».

Ce dernier alinéa apporte une grande confusion dans le texte.

En effet, si on le prend à la lettre, on ne peut se dispenser d'assujettir les Compagnies visées par l'art. 239, à la fois aux règles du droit commun des

(1) La section VIII, liv. 4, tit. VIII du Code de comm.

sociétés vraiment roumaines et aux règles spécialement édictées pour les sociétés étrangères.

Par conséquent les sociétés par actions fondées en pays étranger et voulant opérer principalement en Roumanie, devront satisfaire en même temps aux articles 138 et 244, c'est-à-dire obtenir deux autorisations qui pourraient s'exclure l'une l'autre : celle du Tribunal de commerce et celle du gouvernement roumain.

Cette possibilité d'un conflit entre le Tribunal et le gouvernement n'a même pas été tranchée par la loi de 1900, qui a maintenu la nécessité de cette double autorisation.

Les sociétés ne devront pas se contenter d'obéir aux dispositions contenues dans le livre Ier, titre VIII, en ce qui a trait à leur institution, à leur mesure de publicité, à leur administration, à la tenue des assemblées générales, à l'émission des actions et obligations, à la confection des bilans, à l'exclusion des associés, à la dissolution, à la fusion, à la liquidation, etc. ; il leur faudra, en outre, se soumettre à la réglementation rigoureuse imposée par la section VIII aux sociétés étrangères proprement dites.

Par suite, leur droit de fixer en Roumanie le centre de leurs opérations sera subordonné à la preuve d'un régime de réciprocité, admis en fa-

veur des sociétés roumaines dans leur pays d'origine (art. 237, C. comm.) (1).

De même, l'art. 238, C. comm., qui est peut-être unique dans les législations commerciales, n'a pas été retouché, et pourtant il le fallait bien, car donner au tiers un recours contre la société, lors même que les administrateurs auraient excédé leurs pouvoirs statutaires, c'est une iniquité; la sanction, que, du reste, le législateur n'a pas oublié de prescrire dans l'art. 250, C. comm., aurait suffi comme complète garantie aux intéressés.

Quant à l'art. 238, C. comm., qui proclame la responsabilité des personnes dirigeant la société, et qui a été cité parmi les articles desquels résultait l'âpreté du Code de commerce, nous n'en voyons pas trop la raison, car il dit que les administrateurs des sociétés étrangères constituées en pays étranger, qui établissent en Roumanie un siège secondaire ou une représentante, sont responsables envers les tiers comme les administrateurs des sociétés nationales, ce qui, en somme, est suffisamment équitable.

Étant donnée les lois commerciales, pour la composition desquelles le législateur roumain a été

(1) Cette preuve sera établie par une déclaration de leur gouvernement. L'art. 237 est applicable aux soc. par intérêt.

inspiré par de hautes raisons d'intérêt politique et national, et qui ne peuvent être abrogées que par des lois postérieures, par déclaration expresse du législateur ou par incompatibilité des dispositions nouvelles avec les précédentes : nous nous demandons quel moyen nous pourrions trouver pour restreindre les rigueurs de la loi, dans le but d'attirer les capitaux étrangers chez nous ?

Comme dans tous les pays, rien d'autre que la voie de traité diplomatique et le décret.

Et non seulement une simple convention, comme celle qui a été conclue entre la France et la Roumanie et signée le 28 février 1893, où les deux pays, évidemment, animés du désir de favoriser le développement de leurs relations commerciales en traitant, s'accordent sous condition de réciprocité, le traitement de la nation la plus favorisée aux sujets, aux navires et aux marchandises, pour l'importation, l'exportation, le transit et en général pour ce qui concerne les opérations commerciales et maritimes, l'exercice du commerce et de l'industrie, le paiement des taxes et autres impôts..., etc., sans cependant toucher en rien au sort des sociétés.

Ne nous étonnons guère que cette clause de la nation la plus favorisée, qui est pour ainsi dire de style dans les traités de commerce, et d'après

laquelle chaque signataire du traité se fait reconnaître le droit de profiter de tous les avantages commerciaux que l'autre Etat pourrait, dans la suite, accorder à un Etat étranger, n'a pas touché aux sociétés, car elle ne renfermait aucune disposition expresse sur le régime réciproque des sociétés, mais seulement, comme nous l'avons montré, la clause habituelle du traitement pour les nationaux de la nation la plus favorisée.

Sa remplaçante, c'est-à-dire la nouvelle convention conclue le 6 mars 1907, n'est pas plus explicite que sa précédente sur les conditions réciproques des sociétés.

On a discuté en France la question de savoir : si une société appartenant à un Etat qui a conclu avec la France un traité contenant la clause de la nation la plus favorisée, pourrait s'appuyer sur celle-ci pour invoquer la situation faite en France aux sociétés des autres États habilitées dans le pays français par une loi, un décret ou un traité.

Certains auteurs ont douté que cette clause pût avoir des conséquences aussi larges, prétendant qu'une sorte de droit coutumier en limitait l'effet aux droits d'entrée et de sortie, au travail, en un mot à la généralité des intérêts réglementés par la législation douanière; on a dit que cette clause n'apportait aucune amélioration notable à la con-

dition juridique des citoyens des États contractants, que notamment « elle ne leur donnait pas le droit de former dans leur propre pays des sociétés anonymes habiles à agir dans l'autre pays contractant » (1).

D'autres ont estimé que la question de savoir si la clause de la nation la plus favorisée peut réagir sur le régime juridique des sociétés appartenant aux pays ayant passé avec la France un traité où cette clause se rencontre, est une question d'interprétation qui se résout par l'examen du texte du traité.

Une autre question a été discutée, tout à fait semblable à celle que nous venons de citer : elle porte sur le sens qu'il convient d'attribuer au mot sujet, qui figure dans les conventions diplomatiques.

On s'est demandé s'il fallait reconnaître au mot sujet le sens le plus compréhensif, c'est-à-dire décider qu'il embrasse même les sociétés de commerce ; ou bien le sens le plus étroit, et le restreindre aux personnes physiques ?

M. Thaller (2) adopte cette dernière interpréta-

(1) Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 1102, p. 790.

(2) Les compagnies françaises d'assurance et le gouvernement d'Alsace-Lorraine, p. 39 et suiv.

tion et il dit : « Tant qu'il ne s'agit d'individus, il y a parité de situation entre les résidents des divers pays séjournant sur un même territoire. Les individus étrangers ayant telle origine valent en droit les individus ressortissants d'un autre État. Au contraire, la situation change quand on passe aux sociétés : on ne peut mettre dans la même balance les sociétés anonymes de deux pays distincts, tout simplement parce qu'elles sont constituées suivant deux législations différentes et sur deux types non conformes ».

Les tribunaux français ont à plusieurs reprises adopté cette doctrine : ainsi, en 1859 et 1860, une société suisse, la Caisse Franco-Suisse, cessionnaire des droits de la Compagnie française, le Cheptel, s'est vu dénier le droit d'ester en justice en France, non pas tant par ce fait qu'il n'avait pas été rendu en faveur des sociétés de son pays un décret général d'autorisation, mais encore parce que la convention franco-suisse du 18 juillet 1821 (1), seule invoquée dans l'espèce, n'avait entendu accorder le droit d'ester en justice qu'aux particuliers et non aux êtres moraux (Orléans, 10 mars et 19 mai 1860. Cassation, 1^{er} août 1860) (2).

(1) V. Duvergier, Coll. de Lois, 1828, p. 634.

(2) Conf. Lyon-Caen et Renaut, Traité, t. II, p. 789.

Dans l'espoir de changer cet état de choses, un certain nombre d'Etats dont les nationaux exploitent des agences de sociétés en Roumanie, ont pris les mesures pour obtenir la reconnaissance de ses agences par le gouvernement de Bucarest. Ils ont délivré le certificat justifiant que les agences de sociétés roumaines s'il venait s'en établir chez eux, serait d'après leur loi habiles à opérer et à ester en justice.

La France ne voulait pas se placer dans cette condition, mais consciente du tort qu'il résultait pour son commerce et pour l'exportation de ses produits en Roumanie, finit par y venir.

En vérité, son gouvernement s'est décidé, en vertu de l'art. 2 de la loi du 30 mai 1857, à rendre le décret du 17 décembre 1907 en faveur de la Rou-

Note de M. Chausse sous l'arrêt du 22 décembre 1892, Ann. de Droit commercial, 1893, p. 403; de Boeck, Revue pratique de Dr. inter. privé, 1892, p. 312, etc.; Adde, Orléans, 10 mars et 19 mai 1860, D. 1860, 2, 126. Cass. civ., 1^{er} août 1860, D. 1860, 1, 444. Trib. de comm. de la Seine, 28 mai 1891, J. de Dr. int. privé, 1891, p. 969. — 4 avril 1892, *ibid.*, 1892, p. 1026. Paris, 22 décembre, 1892, D. 93, 2, 157.

Contra : Cauffmann, condition juridique des sociétés anonymes françaises en Alsace-Lorraine. Journ. de Dr. int. privé, 1882, p. 141. V. aussi l'arrêt du Trib. de Leipzig. Journ. de Dr. int. privé, 1883, p. 317, etc.

manie d'après lequel les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles ou financières autorisées conformément à la loi en Roumanie, peuvent exercer tous leurs droits en France et y ester en justice à charge de se conformer aux lois de la République.

Ce qui veut dire que toutes les sociétés roumaines sont reconnues en bloc en France.

En vertu de cette reconnaissance les sociétés roumaines qui veulent instrumenter sur le territoire de la France jouiront du droit de se constituer d'après la loi de leur siège social, d'après la loi roumaine et fonctionnera également d'après les conditions fixées par cette loi. Elles ne seront obligées à observer les dispositions prescrites pour la fondation des sociétés par la loi du pays français; et les tribunaux français chercheront, lorsque ces sociétés voudront se faire admettre en France à l'exercice d'un droit, si ces sociétés ont observé pour se constituer, non pas les lois françaises mais les lois roumaines.

On peut dire qu'elles peuvent opérer en France d'après leur statut personnel sauf à se conformer aux lois françaises pour l'exercice de leur droits, c'est-à-dire que les opérations qu'elles font en France sont régies par le droit français, ne pouvant déroger aux dispositions d'ordre public.

Les titres de ces sociétés roumaines seront négociables sur le marché libre de la France à la seule condition qu'ils doivent être émis en conformité de la loi roumaine. Ils ne rencontrent une restriction, et cela assez logique que lorsqu'ils vont se faire admettre à la cote de Bourses françaises par les chambres syndicales d'agents de change. L'admission n'est possible qu'autant que les Bourses roumaines l'ont déjà décidé et seulement lorsque les actions ont un taux de 100 francs au moins et sont libérées du quart.

Ainsi, quand des pourparlers sont entamés avec différents Etats pour obtenir le droit réciproque de constituer des sociétés dans les pays respectifs, nous nous trouvons en présence des législations étrangères si libérales; pourrions nous arriver à un bon résultat, à une entente, avec notre loi qui s'immixte lorsqu'il s'agit d'une société anonyme étrangère même à sa constitution — car bien que constituées à l'étranger elles seront soumises pour la forme et la validité de leur acte constitutif, aux dispositions du Code de comm. roumain si elles ont le siège et l'objet de leur entreprise en Roumanie —; et lorsqu'il s'agit de la circulation de leurs titres et leur admission à la cote de Bourses roumaine la société eût fonctionné un an!

Certes, non.

Par conséquent une refonte générale de la législation commerciale roumaine est indispensable, car elle est l'une des rares législations qui font une dissonance dans le concert des législations commerciales européennes.

ADDITION

DISPOSITIONS DE LA SECTION VIII, TITRE VIII,
RELATIVES AUX SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES MODIFIÉES
PAR LA LOI DU 6 AVRIL 1900.

Art. 237. — « Les sociétés étrangères par actions et les autres sociétés et associations commerciales, industrielles ou financières, constituées et ayant leur siège en pays étranger, pourront établir un siège secondaire ou une représentation en Roumanie :

a) Si elles justifient par une déclaration de leur gouvernement, que le pays où elles existent observe une complète réciprocité à l'égard des sociétés roumaines de la même espèce.

b) Si elles accomplissent les prescriptions de la présente section, chaque société suivant son espèce. »

Art. 238 (modifié). — « Les sociétés légalement constituées en pays étranger qui établissent en Roumanie leur siège secondaire ou une représentation sont soumises aux dispositions du présent

Code, en ce qui concerne le dépôt, la transcription, l'affichage et la publication de l'acte constitutif des statuts, des actes qui viendraient modifier l'un ou les autres, ainsi que des bilans ; en outre elles devront publier dans les formes prévues par la présente loi les noms des personnes qui dirigent ou administrent la succursale ou qui représenteraient la société en Roumanie, à quelque titre que ce soit.

Ces personnes auront vis-à-vis des tiers la même responsabilité que la loi impose aux administrateurs des sociétés nationales.

Si la société se trouve être d'une espèce différente que celles prévues par l'art. 77, elle devra remplir les formalités prescrites pour le dépôt et la publication de l'acte constitutif et des statuts de la société par actions et toutes les prescriptions de la présente section relatives à cette société lui sont applicable.

Les publications devront indiquer aussi le montant du capital affecté aux opérations de Roumanie.»

Art. 239. — « Les sociétés qui, bien que constituées en pays étrangers, auraient en Roumanie leur siège et l'objet principal de leur entreprise, seront soumises, même pour la forme et la validité de leur acte constitutif aux dispositions du présent Code, alors même que cet acte aurait été dressé en pays étranger.

« Elles seront en outre soumises à l'accomplissement des prescriptions de la présente section pour pouvoir fonctionner dans le pays. »

Art. 240. — (Aucune société étrangère ne pourra faire en Roumanie des opérations commerciales qu'elle ne peut faire dans le pays où son siège principal. »

Art. 241. — « Le gouvernement pourra, toutes les fois qu'il jugera utile, reviser les opérations des sociétés étrangères. »

Art. 242. — « Les sociétés étrangères sont soumises aux mêmes impôts que les sociétés nationales de la même espèce. »

Art. 243. — (Abrogé.)

Art. 244. — « Les sociétés par actions régulièrement constituées en pays étranger ne pourront s'établir une succursale ou une représentation en Roumanie sans une autorisation préalable du gouvernement roumain.

« Cette autorisation ne sera donnée qu'après avoir pris l'avis de la Chambre de commerce de Bucarest; et lorsque la société établit son siège hors de Bucarest on devra obtenir l'approbation de la Chambre de commerce du lieu où se trouve la succursale, ou à défaut de la Chambre de commerce la plus proche. »

Art. 245. — « La demande d'autorisation doit être accompagnée des actes suivants :

« 1^o Des statuts de la société en forme authentique, ainsi que des actes qui établissent la condition légale de la société dans le pays de son origine. On devra ajouter une déclaration en due forme que la société se soumet aux lois roumaines.

2^o D'un récépissé de la Caisse de dépôts et consignations, constatant le dépôt des valeurs qu'exige le gouvernement comme garantie des engagements que la société contractera dans le pays. Cette caution ne pourra en aucun cas être inférieure à 100.000 francs, bien que le gouvernement en puisse demander l'augmentation jusqu'à un quart du capital social. Les sociétés d'assurances devront déposer une caution d'au-moins 250.000 francs pour chaque branche d'activité.

Ces cautions seront affectées de préférence au remboursement des actionnaires et créanciers qui se trouvent dans le pays.

Le cautionnement devra consister en effets publics de l'Etat roumain au cours du jour du dépôt, et sera effectué au nom de la société qui seule sera reconnue propriétaire.

Les sociétés qui fonderont des fabriques ou autres établissements industriels; celles qui exploiteront des voies de communications et mines; les

banques ayant pour objet des opérations financières et de crédit sont exemptes de l'obligation du cautionnement.

3^o D'une déclaration de la société homologuée par l'autorité compétente de son pays d'origine, constatant que la caution sera affectée exclusivement à garantir les opérations faites par la société en Roumanie ».

Art. 246. — « Les sociétés par actions étrangères, outre les conditions mentionnées à l'article précédent, et celles que le gouvernement exigera selon les circonstances, devront encore observer les dispositions spéciales suivantes :

1^o Les sociétés par actions étrangères devront faire élection de domicile dans une des villes du pays où elles seront tenues d'avoir un mandataire général pour les affaires à traiter dans le pays. Ce représentant déposera une copie authentique de sa procuration générale.

2^o Conformément aux prescriptions de la présente loi, les sociétés par actions étrangères publieront pour chaque année, au plus tard le mois de mai de l'année suivante, un bilan sur les affaires négociées dans le pays.

Elles sont de même tenues de présenter au gouvernement, immédiatement après leur publication, les avis et bilans publiés à leur siège principal.

3^o Le gouvernement pourra demander, par la voie de son ministère public, au Tribunal de commerce de retirer l'autorisation dans les cas suivants :

a) Quand le capital de la société autorisée est ramené, pour une cause quelconque à la moitié de la somme déclarée dans la demande d'autorisation ;

b) Lorsque la caution exigée par les dispositions de l'article 245 a été diminuée par n'importe quelles circonstances, et qu'elle n'a pas été reconstituée par la société dans les trente jours ;

c) Lorsqu'il est constaté que la société fait des opérations autres que celles prévues dans un acte constitutif ;

d) Lorsque ces sociétés n'observeront pas les dispositions de la présente section ;

e) Lorsque la réciprocité prévue par l'article 237, alinéa 1, vient à cesser ;

f) Quand la société cesse de fonctionner dans son pays d'origine.

Le Tribunal de commerce statuera en Chambre du Conseil, après avoir entendu la société déterminée, et motivera sa décision. Sa décision n'est susceptible que d'appel et dans le délai d'un mois de la prononciation.

La Cour d'appel, ayant entendu la société, statuera définitivement.

4^o La caution déposée ne pourra être restituée que lorsqu'il est établi que la société n'a plus d'engagements à remplir dans le pays, ou qu'une société roumaine, reconnue solvable par le gouvernement, se porte garante, sans restriction, pour la société étrangère dont le cautionnement est réclamé.

5^o Les actions des sociétés étrangères qui fonctionnent dans le pays ne pourront être portées sur le tableau du cours des Bourses roumaines qu'après que la société aura fonctionné une année et après la publication du bilan de cet exercice. »

Art. 247. — « L'accomplissement des formalités et conditions des articles précédents soumet les sociétés étrangères aux conséquences légales établies pour les sociétés nationales, sans qu'elles puissent obtenir d'autres droits en Roumanie, que ceux qu'accordent aux étrangers les lois et les règlements, et rend les sociétés responsables de toutes les obligations contractées par leurs administrateurs ou représentants, même dans les cas où ceux-ci par leurs opérations ont dépassé les limites de leur mandat. »

Art. 248. — (Abrogé.)

Art. 249. — « Aux sociétés étrangères de l'espèce prévue par l'art. 239, ainsi qu'à celles qui, à la publication de cette loi, ont une succursale ou une

représentation dans le pays, il est accordé un délai de trois mois à l'effet de se conformer aux prescriptions de cette loi. »

Art. 250. — « Celui qui fait des opérations à un titre quelconque, au profit et pour le compte des sociétés étrangères qui n'ont pas rempli les conditions et les formalités prescrites par la présente section, et cause ainsi à l'État un dommage pour les taxes auxquelles il a droit, est tenu envers l'État roumain de réparer les dommages causés, et est passible en outre des peines prévues à l'art. 323 du Code pénal. »

Toutes ces dispositions sont complétées par celles des art. 144 et 122 (modifiés par la loi du 6 avril 1900) qui réduisent le nombre des administrateurs roumains à un tiers.

Vu par le président de la thèse :

THALLER.

Vu, le doyen :

LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

De la nationalité des sociétés commerciales.	9
--	---

CHAPITRE I ^{er} . — Intérêt pratique de la distinction des sociétés roumaines et des sociétés étrangères.	40
---	----

CHAPITRE II. — Solution de la question d'après le droit roumain	43
--	----

SECTION I ^{re} . — Principes généraux	13
--	----

SECTION II. — L'énumération des diverses sys- tèmes proposés.	17
--	----

§ 1. — Détermination de la nationalité des so- ciétés d'après le lieu de l'acte constitutif.	17
---	----

§ 2. — Détermination de la nationalité des so- ciétés d'après le lieu du principal établis- sement d'exploitation	21
---	----

§ 3. — Détermination de la nationalité des so- ciétés d'après le lieu du siège social adminis- tratif	26
---	----

§ 4. — Détermination de la nationalité des so- ciétés d'après la nationalité des associés	30
--	----

§ 5. — Détermination de la nationalité des sociétés d'après la loi roumaine	32
---	----

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I ^{er} . — Des recherches à l'égard de l'objet de notre étude dans les diverses législations de la Roumanie du xvi ^e et xviii ^e siècles; c'est-à-dire avant le premier Code de commerce de 1840. . . .	37
--	----

CHAPITRE II. — La condition juridique des sociétés étrangères en Roumanie sous le régime du Code de commerce de 1840	49
--	----

CHAPITRE III. — La condition juridique des sociétés étrangères en Roumanie d'après le Code de commerce promulgué le 10 mai 1887	56
---	----

SECTION I ^{re} . — Sociétés qui légalement constituées dans leur pays d'origine veulent établir en Roumanie un siège secondaire ou une représentante	57
---	----

§ 1. — Exposé des formalités que le genre de société que nous venons d'annoncer, doivent remplir	57
--	----

§ 2. — Des conditions spéciales exigées aux sociétés étrangères par actions	64
---	----

SECTION II. — Sociétés qui constituées à l'étranger ont dans le pays le siège et l'objet principal de leur entreprise	70
---	----

Sanction de l'inaccomplissement des formalités exposées	79
---	----

SECTION III. — Sociétés étrangères d'une autre	
--	--

nature que celles reconnues par le Code roumain	82
SECTION IV. — Sociétés étrangères non autorisées qui font dans le pays des opérations accidentelles et qui veulent poursuivre devant les tribunaux roumains l'exécution de leurs contrats.	84
CHAPITRE IV. — Les modifications apportées par la loi du 6 avril 1900 aux dispositions du Code de commerce de 1887, qui régissent les sociétés étrangères	94
CHAPITRE V. — Régime fiscal auquel sont soumises les sociétés étrangères en Roumanie	100
CHAPITRE VI. — Conclusion. — Vices de la législation actuelle sur les sociétés étrangères. — Réformes qu'on doit y apporter	105
Addition.	117

FINE

Imprimerie de Ch. Noblet, rue Cujas, 13.

